LE PROTESTANTISME A BERNIS

Pasteur Albert ATGER

1905

<i>Introduction</i>	<i>p.</i>	<i>1</i>
<i>Avant la Réforme</i>	<i>p.</i>	<i>1</i>
<i>XVIe siècle</i>	<i>p.</i>	<i>2</i>
<i>XVIIe siècle</i>	<i>p.</i>	<i>3</i>
<i>Louis XIV</i>	<i>p.</i>	<i>4</i>
<i>Temps meilleurs</i>	<i>p.</i>	<i>13</i>
<i>Liberté reconquise</i>	<i>p.</i>	<i>20</i>
<i>Epilogue</i>	<i>p.</i>	<i>22</i>

*Manuscrit conservé par la
Bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme Français
54, rue des Saint-Pères 75007 PARIS*

INTRODUCTION

Sur toutes les pages de notre protestantisme français avant la Révolution s'étalent de larges taches de sang qui les couvrent souvent tout entières. On peut dire qu'elle est un long martyrologe depuis la Réforme jusqu'en 1789, qui fut pour lui le commencement d'une ère féconde de liberté. S'il est vrai que le sang des martyrs est une semence de vie pour les Eglises, le temps semble venu pour les protestants français de cueillir les fruits de leurs sacrifices.

Ce que nous constatons de l'histoire générale nous le trouvons dans l'histoire de chacune de nos Eglises. Aussi l'histoire du Protestantisme à Bernis ressemble-t-elle à celle des autres Eglises réformées. Les noms seuls changent.

Cependant ce qui peut ne pas intéresser les lecteurs d'une autre contrée devient captivant pour ceux qui habitent le pays, pour les descendants de ces héros de la foi chrétienne qui pendant de longs siècles ont soutenu le bon combat et dont ils portent encore les noms illustrés par leurs victoires, ou par leurs défaites.

Ce n'est pas l'histoire complète que j'offre au public, je n'en ai pas les moyens, tous les registres de l'Eglise réformée de Bernis antérieurs à la Révolution ayant disparu. Mon but a été plus modeste : j'ai voulu seulement conserver le souvenir de quelques faits. N'ayant pas tous les éléments nécessaires pour faire un travail complet j'ai voulu sauver quelques pages précieuses de l'oubli,

persuadé que cela pouvait avoir un certain attrait pour nos contemporains. Ces quelques faits ont été recueillis çà et là, en particulier dans les registres de l'Eglise catholique. Ils m'ont paru assez importants pour mériter de voir le jour; et leur valeur, je l'espère, sera appréciée par ceux qui s'occupent de l'histoire du protestantisme dans le Languedoc. On ne saurait trop s'entourer de documents pour porter un jugement impartial et juste sur certains actes du catholicisme. Dans ce but, il ne faut rien avancer qui soit faux ou douteux. "L'unique objet de l'histoire, dit Lucien, c'est l'utilité, et c'est de la vérité seule que cette utilité peut sortir." Or, cette vérité ne se trouve que dans les écrits du temps qu'on veut connaître. Ce sont ces manuscrits que j'ai consultés, étudiés, reproduits en partie. Puissent-ils être de quelque utilité et contribuer au progrès de la vérité.

Il est des tours en ruine que les archéologues s'efforcent de conserver, tant ce qui subsiste est important. Il manque beaucoup de pierres à de vieux édifices; mais tels qu'ils sont, ils produisent une profonde impression. Il en est de même de ce travail. Il y a beaucoup de vides; mais les quelques faits qui y sont rapportés m'ont paru devoir intéresser et instruire les protestants de la région. C'est pour être utile aux uns et agréable aux autres que je me décide à les publier. C'est pour rappeler à tous les splendeurs et les misères du passé; c'est surtout pour faire ressortir le contraste entre le passé et le présent.

AVANT LA REFORME

Bernis¹, appelé d'abord Bernicium, puis Bernejum, situé dans la plaine, à peu près à égale distance des collines et du Vistre, était traversé autrefois par la route romaine de Nîmes à Montpellier. On y trouve encore plusieurs milliaires qui en font foi. La richesse de son sol lui a valu le surnom de Fleur du pays.

Déjà au XIIIe siècle Bernis ne voulait pas du catholicisme. C'est ce qui ressort du fait suivant; le pape Innocent III, voulant exterminer la secte des Albigeois, écrivit à Philippe Auguste en 1207 pour l'exhorter à faire rentrer les hérétiques dans le giron de l'Eglise romaine; mais le roi ne répondit pas à son invitation. Alors le pape demanda à Raymond VI, comte de Toulouse, de faire la guerre à ses sujets infidèles. Celui-ci, après s'être emparé de Béziers et de Carcassonne, laissa à Simon de Montfort le soin de continuer cette croisade. Ce nouveau chef fit le

siège de plusieurs villages des environs de Nîmes, entre autres de Bernis, dont il fit périr la garnison et plusieurs habitants². Girard archevêque de Bourges et Robert, évêque de Clermont, à la tête d'une armée nouvelle de croisés, vinrent se joindre à Simon de Montfort pour vaincre les hérétiques. Ils contribuèrent à la prise de Vauvert et de Bernis après avoir échoué à Saint Gilles. Il faut donc croire que l'hérésie des Albigeois avait pénétré dans certains villages situés près de Nîmes et que ces esprits étaient réellement réfractaires à la doctrine romaine.

Au XIVe siècle, vers 1302, le vent soufflait à l'hérésie et à la révolte dans le midi de la France. N'est-ce pas Guillaume de Nogaret qui, délégué par Nîmes aux Etats réunis par Philippe le Bel, fut envoyé avec quelques autres pour soulever les peuples contre Boniface et s'emparer

¹ D'après l'historien Ménard, Bernis daterait de l'an 350 avant Jésus Christ. Le village en 1905 aurait donc 2255 ans d'existence

² Dictionnaire topo. sta. et his. de l'abbé Goiffon

de sa personne? Il est à supposer que Bernis était animé du même esprit.

En ces temps-là, ce village avait 250 feux comme on disait alors, c'est-à-dire 250 familles ou

maisons, et était entouré de murailles, de tours et de fossés. Il possédait quatre portes.

XVIe SIECLE

Au XVIe siècle, la Réforme pénétra dans Nîmes et dans les localités voisines. Vers 1552 Michel Briçonnet, évêque de cette ville, voyant que les supplices infligés aux réformés augmentaient le nombre de leurs adeptes, ordonna de prêcher l'Évangile dans les églises catholiques pour arrêter la désertion de ses fidèles; mais son ordre fut assez mal exécuté. Ce qui contribua encore au développement du Protestantisme dans le Languedoc, ce fut le séjour des évêques loin de leur diocèse³ et la sympathie de quelques uns pour les principes de la Réforme, comme l'archevêque de Toulouse, le cardinal Odet de Chastillon, celui d'Auxerre, Jacques Amiot, et bien d'autres, qui embrassèrent le protestantisme.

Les idées de la Réforme firent de rapides progrès dans cette localité. Il y eut lutte entre les partisans et les adversaires des idées nouvelles. Les protestants, plus nombreux, démolirent l'église et, quand le service put être rétabli, ce fut dans un caveau qu'on le fit. Au même moment les protestants d'Uchaud démolirent l'église et le presbytère du curé. Les protestants songèrent alors à s'organiser en église distincte. En août 1561 les plus notables d'entre eux, désirant "vivre en paix et union avec les autres églises chrétiennes" écrivirent à la Compagnie des pasteurs de Genève une lettre dans laquelle ils lui annonçaient l'envoi d'un délégué nommé Antoine Pépin, et la priaient de leur donner un pasteur "afin, disaient-ils, que dorénavant nous déclarions mieux que jamais que nous n'avons point reçu Jésus Christ en vain pour vivre à nostre plaisir mais au sien, et pour la gloire de son nom, et pour l'utilité de son église"; ils promettaient aussi de suivre les conseils qu'ils jugeraient à propos de leur donner "selon Dieu et sa sainte parole"⁴. Cette lettre est signée par dix-huit réformés, parmi lesquels se trouvent un Fabre et un Roger.

Le pasteur qui leur fut envoyé la même année fut Matthieu Seguin. Celui-ci écrivit⁵ le 2 septembre 1561 à Genève et nous le trouvons encore dans cette église en 1567⁶.

Le seigneur Pierre de Bernis partageait les opinions des protestants, puisqu'il assista à

l'assemblée politique des réformés de France, qui se tint à Nîmes le premier décembre 1569.

Après le pasteur Seguin vint le pasteur de Buccans, qui abandonna cette église en 1572 parce que la localité d'Uchaud refusait à concourir à "l'entretien du ministre"⁷. Les pasteurs en ce temps-là recevaient 200 livres s'ils étaient mariés et 150 seulement s'ils ne l'étaient pas⁸.

Le comte de Crussol ayant été chargé par Charles X de combattre les catholiques révoltés en Provence, partit le 24 février 1562 à la tête des protestants du pays qui voulurent faire partie de l'expédition. Ce jour-là le ministre Mauget de Nîmes prêcha le psaume I et il fut assisté dans ce culte par le pasteur Evesque de Vauvert et par ceux de Milhaud et de Bernis. Le baron des Abrets se joignit bientôt au comte de Crussol et ensemble ils combattirent les catholiques commandés par le comte de Joyeuse et par Damville.

Charles IX vint lui-même dans le Languedoc pour essayer de le pacifier. Il fut obligé de faire venir des reîtres d'Allemagne pour soumettre les catholiques. Mais il fallait les entretenir. Les protestants de la viguerie de Nîmes s'engagèrent à fournir 17365 livres, 18 sous, 6 deniers tournois, payables en quatre fois. Bernis paya sa quote part⁹, ainsi qu'Aubord. Bientôt après la paix fut conclue.

Damville, chargé après la Saint Barthélémy par Charles IX de dompter les protestants, vint mettre le siège devant Nîmes, mais ne pouvant y entrer par la force, il établit ses troupes aux environs, à Bernis en particulier. Il espérait empêcher les protestants de faire les moissons. Ceux-ci firent venir dans ce but de nombreux cévenols. Damville les harcela sans cesse et les troupes protestantes pour les protéger durent livrer plusieurs combats. Près de Bernis eut lieu une terrible bataille, dans laquelle un capitaine protestant fut blessé grièvement. Enfin en 1595 les habitants de la viguerie de Nîmes, las de ne pas pouvoir travailler aux champs et rentrer leurs récoltes ou recevoir des vivres des paysans des environs s'entendirent avec le chef des catholiques. Ils promirent de lui payer tous les ans en juin et en juillet 700 livres, à la condition qu'il ne les inquiéterait plus. Bernis fut

³ Hist de Nîmes de Ménard

⁴ Bibl. de Genève, manuscrits, recueil 197a, p 149

⁵ Bul. Hist. du pr. fr. 1897, p 454

⁶ Bul. id. 1860, p 296

⁷ Bul. 1883, p 346

⁸ Bul. 1896, p 424

⁹ Hist de Nîmes de Ménard, livre XV, para XXXIV

imposé pour 22 livres 15 sous et Aubord pour 6 livres 14 sous.

Après l'Edit de Nantes, accordé aux protestants en 1598 par Henri IV, plusieurs villes leur furent données comme places de sûreté, entre autres celles de Montpellier et d'Aiguesmortes. Les protestants de Bernis profitèrent de ce temps de paix pour bâtir un temple près du lieu où se trouve aujourd'hui une croix. En 1611, il était fini et la même année la cloche fut fondue et installée.

La France protestante rapporte qu'en 1613 se tint à Lunel une assemblée politique pour

la province du Languedoc, à laquelle assistèrent 120 gentilshommes protestants, afin de défendre les privilèges de la noblesse contre les empiètements des ministres, qui avaient osé suspendre de la cène plus de 60 nobles parce qu'ils avaient assisté à une assemblée tenue au Pont-de-Lunel. A cette réunion se trouvait Pierre de Villages, sieur de Bernis.

Ce même ouvrage encyclopédique nous apprend que vers 1600 le pasteur de Bernis s'appelait Venturin et que vers 1620 c'était un nommé Laurens.

XVIIe SIECLE

Dans la lutte qui eut lieu en 1626 entre le Duc de Rohan et le prince de Condé, le premier s'était établi à Bernis avec son armée, mais il ne fut pas attaqué, Condé étant allé avec le duc de Montmorency du côté de Toulouse.

Pendant la troisième guerre de religion, qui eut lieu sous Louis XIII, de retour du Vivarais Rohan revint à Bernis en juillet 1628. Mais, poursuivi par le duc de Montmorency qui vint y loger à son tour, il se retira pour faire une excursion dans la Camargue et pour aller ensuite mettre le siège devant Creyssel, place forte du Rouergue située près de Milhau.

Au XVIIe siècle Bernis, se conformant à l'arrêt royal du 9 octobre 1630, était administré par un conseil à la tête duquel se trouvaient deux consuls, le premier catholique et le second protestant, renouvelés tous les ans, comme les autres membres du conseil. L'Evêque de Nîmes était président de cette assemblée et donnait à son vicaire voix délibérative. Dans la suite le prieur de l'endroit y siégea d'après d'autres droits et sa voix y fut prépondérante.

Le 25 décembre après Vêpres, les deux consuls, les six conseillers et le curé se réunissaient dans la maison commune sous la présidence du bailli, et plus tard du viguier ou lieutenant du juge, pour procéder aux élections du nouveau conseil. Parmi les conseillers trois devaient être catholiques et trois autres protestants.

Ce jour-là étaient élus également deux recteurs de l'hôpital, trois "estimateurs" des dommages faits aux propriétés et aux récoltes, deux "charitatiers" ou collecteurs des choses dues aux pauvres, deux auditeurs des comptes chargés de clore les comptes de toutes sortes de la commune, deux vérificateurs des poids et mesures, un secrétaire consulaire chargé de la correspondance et des délibérations, et trois autres employés subalternes. Les élus, après avoir prêté serment au viguier, entraient en charge le premier janvier de l'année suivante. Dans les discussions le curé prenait toujours le premier la parole. Le conseil était ainsi composé,

les catholiques disposaient de la majorité et pouvaient faire ce qu'ils voulaient.

Le conseil de la commune nommait deux "gardes-terres", l'un protestant, l'autre catholique. A l'époque des récoltes, sur la demande et la présentation de ces deux gardes appelés "banniers ou gardes-fruits", la moitié prise parmi les protestants. A tous on faisait prêter serment sur les Saints Evangiles.

En ce temps-là Bernis avait 100 communicants catholiques et plus de 400 huguenots et le pasteur s'appelait André Basnage. Nous ignorons combien de temps dura son ministère dans cette localité; mais la France protestante dit qu'il y était en 1637.

Nous avons vu que dans les conseils les protestants se trouvaient toujours en minorité. C'était pour eux un sujet d'humiliation dans les localités où ils étaient les plus nombreux.

Louis XIII espérait ainsi les amener au catholicisme. Il donna la direction des collèges aux Jésuites et plaça les régents d'école sous la surveillance de l'évêque. Il envoya des frères prêcheurs, des capucins, des récollets, prêcher dans les milieux protestants; mais les pasteurs les combattirent et les prédications des prêtres furent sans effet. Les catholiques obtinrent du roi une déclaration qui défendait aux ministres, comme on disait alors, de prêcher dans les endroits où le seigneur était catholique. C'était le commencement des persécutions.

La Cour accordait de grandes faveurs aux protestants qui abjuraient leur religion. Aussi quelques-uns se laissèrent-ils tenter. A Bernis, en 1636, M. Pournicé, auxiliaire du vieux vicaire M. Billoys de Beauregard, faisait tous ses efforts pour obtenir des conversions. Entre autres abjurations obtenues par lui il faut citer celle de mademoiselle Boissier, fille du notaire. Un arrêt ordonnant la réduction des charges des notaires venait d'être rendu; il atteignait surtout les notaires protestants. On est donc porté à croire que cette demoiselle se convertit pour conserver la charge de son père.

Louis XIII étant mort en 1642 les protestants jouirent d'un certain calme pendant la régence d'Anne d'Autriche et les troubles de la Fronde.

LOUIS XIV

Louis XIV, reconnaissant la fidélité et les services des protestants pendant ces luttes intestines, leur promit à plusieurs reprises sa protection. Mais bientôt dans sa déclaration du 18 juillet 1656 et les suivantes il enleva aux Réformés tous leurs droits.

Selon un registre de baptêmes déposé au greffe du tribunal civil de Nîmes du 20 septembre 1642 à l'an 1658 Connau y remplit les fonctions pastorales.

Au synode provincial de Nîmes, tenu le 8 mai 1658, les députés de Bernis furent Grizot et Richard. Grizot, qui fut pasteur de cette Eglise de 1658 à 1669, se trouvait en Suisse en 1688 avec beaucoup d'autres réfugiés français. Labrune, qui y exerça le ministère pastoral d'août 1669 au mois d'avril 1671, était également en Suisse en 1688. Le 9 avril 1671, son dernier service, il bénit le mariage du pasteur de Nîmes, Charles Icard, âgé de 35 ans environ, avec Isabeau Raspal, âgée d'environ 23 ans, fille de feu Paul Raspal, docteur en médecine.

Les protestants les plus zélés, peut-être anciens de l'église réformée, s'appelaient : Lermet, Arnassau, P. Montbounoux, Brondelon, Thomas Mantes, Fabre.

M. Gazagne devient pasteur de Bernis en 1670 et commence par un baptême le 2 juin. A partir de ce jour les services sont faits alternativement par M. Labrune et par lui.

M. Noguier remplace M. Labrune et son nom paraît pour la première fois dans un mariage du 14 mai 1671.

Louis XIV fit abattre les temples des réformés pour complaire au clergé catholique, qui prétendait et lui faisait croire qu'il n'y avait plus de protestants en France. Un arrêt du 3 novembre 1664 ordonna aux protestants de Milhaud, Uchaud et Vestric de démolir leurs édifices religieux et d'assister au culte dans celui de Bernis, qui était toléré. Cette dernière localité dut sans doute cette faveur à sa position par rapport aux autres villages. Le vicaire de Bernis en fut vexé, et il vint assister au culte protestant pour contrôler les paroles du pasteur et faire fermer le temple, si c'était possible, par ses dénonciations.

Quant aux pasteurs dépossédés ils continuaient à exercer leur ministère en secret.

En 1664, tandis qu'à Nîmes les protestants voyaient le secrétariat du conseil administratif leur échapper, ils le conservèrent à Bernis, vu, dit la délibération prise à ce sujet, qu'il ne se trouvait pas dans la localité ni dans les environs de catholique capable de remplir ces fonctions. Ce fut le notaire, M. Boissier, qui

continua d'en être chargé. Il était donc considéré comme bon protestant, malgré la conversion de sa fille.

Vers 1665, d'après un document conservé aux archives nationales, il y avait à Bernis 600 protestants et 150 catholiques, à Uchaud 450 prot. et 45 catho., à Milhaud 400 prot. et 240 cath. à Vestric 35 prot. et 18 cath. à Aubord 150 prot. et 3 cath. Il n'y avait pas beaucoup de catholiques. On le voit également par les registres de l'état civil. De 1672 à 1685 il y a peu de services faits à l'église de Bernis. A partir de cette année le nombre va en augmentant quelque temps par suite de la persécution.

Le 22 août 1677 **Marie Brouillet** abjura "l'hérésie de Calvin". Le prêtre lui "donne l'absolution de l'excommunication contractée par la profession de la dite hérésie". En septembre 1678 le prieur de Bernis perd sa tante Jeanne Giberte d'Anduze qui, dit-il, s'était convertie dans sa jeunesse et avait donné des preuves de son sincère attachement à la religion catholique. Reste à savoir si elle aurait renié sa foi si elle n'y avait pas été forcée.

Les pasteurs au XVII^e siècle étaient payés par les Consistoires. Le traitement des pasteurs, qui faisaient le service vers 1678 à Bernis pour les cinq localités de Bernis, Milhaud, Uchaud, Vestric et Aubord, était, paraît-il, assez satisfaisant. Ces pasteurs s'appelaient David Noguier, Roussière, né peut-être à Diom¹⁰, et Gazagne. L'Eglise de Bernis prête à celle de Lyon le ministre Noguier en 1671 pour trois mois¹¹. Celui-ci accomplit le premier acte de son ministère à Bernis le 14 mai 1671 en bénissant un mariage. Il y reste jusqu'en 1685. M. Salomon Gazagne commence le 1^{er} avril 1669 et fait des services jusqu'en 1676 où son nom ne paraît plus sur les registres.

Le 1^{er} avril 1669, il baptise sa fille Isabeau, née le 21 mars et présentée au baptême par Jean Gazagne, capitaine, son frère sans doute, et demoiselle Catherine Combes. M. Roussière est pasteur de cette Eglise de 1675 à 1685.

Comme de nos jours quelquefois les pasteurs faisaient des services en dehors de leur paroisse, soit à titre d'ami des familles qui les appelaient, soit pour remplacer leur collègue absent ou malade. C'est ce qui arriva au pasteur Roussière, qui bénit à Caveirac le 27 avril 1673 le

¹⁰ L'ouvreur dit qu'en février 1704 le berger de Roussière fut pendu à Diom par les Cadets de la Croix

¹¹ Bul. du pr. fr. 1863, p. 487

mariage de Samuel Say de Nîmes avec Claudine Lapie. Ce Say était de la famille dont descendra le grand économiste et l'académicien et financier de ce nom¹². Gazagne bénit à Caveirac le mariage du pasteur Antoine Clarion d'Alais avec Magdelaine Devèze de Nîmes le 5 août 1675¹³. Cela ne veut pas dire qu'il fut pasteur de Caveirac. Il est dit également dans un registre de l'état civil déposé au greffe du tribunal de Nîmes que M. Roussière, ministre de Caveirac, vient baptiser le 20 octobre 1672 une fille du pasteur Noguier, appelée Catherine. S. Gazagne était pasteur de Milhaud avant de venir à Bernis au moins depuis 1658 et Noguier de celle d'Uchaud.

De 1673 à 1685 les anciens devaient être Vigouroux, Jean Courtin, D. Justamond, Laupran, Alègre, Malier, Guitton, car ces noms reviennent sans cesse au bas des actes. Le chantré s'appelait Bonnafoy.

Le 9 mars 1675 mourut Isabeau Audemard, femme du pasteur Gazagne. Elle fut ensevelie à Milhaud dans le cimetière "de ceux qui font profession de la Religion prétendue Réformée. Pourquoi à Milhaud? N'est-ce pas parce qu'il se considérait comme le pasteur de cette localité, ou parce que sa femme en était? C'est le seul pasteur qui mette ce mot de "prétendue" devant "réformée". Il n'avait pas une foi aussi ferme que les autres.

Le temple était en bon état, ayant été protégé pendant les guerres de Rohan par la garnison que ce chef y avait mise.

Le registre tenu par le vicaire de Bernis, M. Rolland, rapporte dans les années 1673 et suivantes quelques abjurations qui paraissent avoir été achetées par la caisse de Pélisson ou obtenues par la force : ce sont celles d'Isaac Salier, berger né à Pierredon, de Marie Bourdalier d'Anduze, et de Charles Deroux, ces deux derniers domestiques, et de Charles Gonsague d'Uzès, mendiant mort à l'hôpital. D'autres sont obtenues au moment du décès, les protestants étant effrayés à la pensée de ce qui les attendaient s'ils n'abjuraient pas leurs croyances. Ceux-ci n'étaient enterrés dans le cimetière "qu'après avoir donné les marques d'une bonne conversion". Le prêtre le croyait du moins.

Il en est une qui aurait une grande valeur si elle n'était produite à un autre moment, c'est celle de mademoiselle Diane de Vérot, âgée de 72 ans environ. En l'absence de M. Rolland, le vicaire d'Uchaud, M. Bernard, fut appelé pour recevoir son abjuration. Cela se passa le 29 septembre 1678 en présence du sieur Pierre de Vérot, son frère, avocat et catholique, un de ceux qui avaient faibli devant la persécution, du notaire Périllier, de Louise de Toiras, dame noble de

¹² Bul. 1886, p. 142

¹³ Bul. 1896, p. 97

Bernis et du sieur Jean Bernard, prêtre d'Uchaud, qui en vertu des pouvoirs qu'il avait reçus de l'évêque de Nîmes, lui donna l'absolution et leva les excommunications que lui avait values son hérésie. Tous les témoins signèrent.

Mademoiselle de Vérot mourut bientôt après et fut enterrée près de la petite porte de l'église le 4 octobre "après avoir, dit le prêtre de Bernis, donné les marques d'une grande fermeté à vouloir vivre et mourir dans le religion catholique, apostolique, romaine, après avoir confessé et reçu le sacrement dextremonction¹⁴". Il nous est permis de protester et de dire que cela n'est pas vraisemblable. En supposant même qu'elle ait demandé à se convertir à la dernière heure je ne vois pas quelles marques elle peut avoir données du 29 septembre à l'heure de la mort de la sincérité de sa conversion. Elle savait bien à ce moment-là, ou son frère n'ignorait pas qu'elle n'avait que quelques heures à vivre et qu'elle ne pourrait faire acte de catholicisme, elle qui avait, selon le témoignage du curé, professé la religion protestante "toute sa vie".

M. Rolland, qui avait travaillé vainement à cette conversion pendant quinze ans, regretta de ne pas avoir pu recevoir lui-même l'abjuration de cette nouvelle convertie. Il en a laissé le récit suivant¹⁵ :

"J'ay jugé à propos de mettre icy ces remarques sur la conversion de la dite Damoiselle Diane de Vérot pour servir aux prêtres qui fréquentent et sont obligés de vivre avec les huguenots, et pour servir aux huguenots même.

Premièrement. Je luy avais dit souvent depuis plus de 15 ans, qu'elle demandast à Dieu de la mettre au chemin du salut, si elle n'y estoit point, et elle le faisoit disant tous les jours une oraison propre pour cela, qui estoit dans les heures de feu Mlle de Vérot sa belle soeur¹⁶, y priant ordinairement et non dans des psaumes de Marot¹⁷.

2° Elle jeunoit tous les samedis quand elle n'étoit point incommodée à mesme fin.

3° Elle observoit ordinairement les abstinences de l'Eglise catholique, dans une maison où elle avait occasion de manger gras, les jours maigres, à cause des indispositions de feu Mlle de Vérot sa belle-soeur.

Quatrièmement. Elle estoit fort charitable, compatissant avec les pauvres, les assistant quand elle pouvoit, et ne prenant jamais en mauvaise part qu'on lui parlât du danger où elle estoit pour son salut dans sa religion. De tout cela il est arrivé que le ministre de ce lieu, la visitant d'office, et faisant à la ruelle de son lit une prière,

¹⁴ Registre de l'état civil des catholiques

¹⁵ Registre de l'état civil des catholiques de 1677 à 1682

¹⁶ Celle-ci le lui avait sans doute fait croire

¹⁷ Quelle ignorance

comme ils ont accoustumé en pareil cas, la providence de Dieu permist que dans cette prière il ne parla à la malade que du bon larron, de son bonheur de sestre converty à Dieu à l'extrémité de sa vie de la confiance qu'il avait eu en la miséricorde de Dieu, de la promesse que Dieu luy avoit faite en luy disant : Tu seras aujourdhuy avec moy en paradis, etc. Arrivant en sa personne ce qui arriva au faux prophète Balaam, que Balac, roy des Moabites, envoya pour maudire le peuple d'Israël le regardant comme son plus grand ennemy, et qui, au lieu de maudire ce peuple le chargea de louanges et de bénédictions. Et le roy s'en plaignant en ces termes : num. cap. 13. Quid est hoc quod agis? ut malediceres inilicis meis vocavite, et tu e contrario benedicis eis¹⁸, le faux prophète luy respondit en faisant cognoistre que cestoit Dieu qui parlait par sa bouche malgré qu'il en eust. Num aliud possum loqui nisi quod jussivit Dominus? Ainsi si un consistorial avoit esté présent à la prière que le ministre fist à celle qui devoit quitter son party et se convertir à la fin de ses jours, comme le bon larron, et qu'il luy eust dit : pourquoi est-ce qu'il avoit choisy cette matière et cet exemple entre tant d'autres que lesécriture pouvoit luy fournir, il auroit pu répondre comme le faux prophète Balaam : Num aliud possum loqui nisi quod jussivit Dominus¹⁹?

Il faut en tout cela admirer la conduite de Dieu, conseiller autant qu'on peut aux huguenots de demander incessamment à Dieu de les mettre au chemin du salut s'ils n'y sont, ce qui ne leur paroist pas rude, plaindre leur sort et prier pour leur conversion."

Cette abjuration obtenue à la dernière heure vaut-elle la peine d'être relevée? Si ce vicaire avait été un peu intelligent, en supposant qu'il y ait ajouté foi, il aurait compris qu'elle avait été arrachée à cette demoiselle au moment où elle n'avait peut-être plus connaissance de ce qu'elle faisait, ou qu'elle avait été enregistrée sans qu'on le lui eut demandé. Je serais tenté de croire que tout l'honneur de cette prétendue conversion revient à son frère qui avait imaginé cette petite comédie au moment de l'agonie de Mlle de Vérot, car nommé en 1672 membre du conseil de la ville de Nîmes à l'exclusion de beaucoup d'autres candidats catholiques²⁰, il avait intérêt à donner des preuves de son attachement au catholicisme.

Le 12 juillet 1680 a lieu la conversion de mademoiselle Anne Baguet, fille d'un maréchal de ce nom, âgée de 20 ans. Les témoins de cet acte

¹⁸ Que fais-tu? Je t'ai appelé pour maudire mes ennemis et toi au contraire tu les bénis. Nombres XXIV, 10.

¹⁹ Puis-je parler autrement que ce que le Seigneur me l'a ordonné? Ces citations sont incomplètes et infidèles. La seconde ne donne que le sens du passage biblique. Voir v. 13

²⁰ Chroniques du Languedoc, année 1878, P. 147

furent M. Louis Bernis de Bérard, messire de Nogaret d'Aujargues, etc. Elle change de religion pour pouvoir se marier avec "noble Louis Desandrieu" qui paraît être le parent d'un chanoine du même nom. Celui-ci assiste le 12 octobre 1680 comme témoin à l'abjuration de Jeanne Arnaud, femme d'un apothicaire d'Aimargues. Le 23 oct. 1680 c'est Marie Courtin, femme d'un jardinier, qui "abjure l'hérésie de Calvin".

Il manquait une cloche à l'église catholique qui venait d'être entièrement restaurée. Les catholiques pensèrent que le plus simple et le moins coûteux était de prendre celle du temple sous prétexte que les consuls de Bernis avaient fait fondre cette dernière en 1611 et que par conséquent les consuls de 1680 avaient le droit de la reprendre et de la donner à l'église²¹. Mais les protestants s'y opposèrent et ce ne fut qu'en 1685 qu'elle fut placée dans le clocher de l'église. On pouvait y lire ces mots : "venez à moi vous qui êtes travaillés et chargés et je vous soulagerai. Bernis MDCXI." Voilà une cloche, comme tant d'autres d'ailleurs, qui, toutes les fois qu'elle sonnera, attestera une mauvaise action.

Les ordonnances qui aggravaient la situation des protestants devenaient de plus en plus nombreuses. Un arrêt du Conseil d'Etat de 1678 décide qu'à partir du 1 janvier 1679 les protestants de Nîmes ne pourront plus être consuls ou membres du Conseil de la ville. Bien que cet arrêt ne fut applicable qu'à Nîmes, M. le vicaire de Bernis résolut d'en faire autant dans sa paroisse et le 6 janvier 1681, soutenu par M. de Bernis, il parvint après de nombreux conciliabules à faire nommer par le conseil sortant deux consuls et six conseillers nouveaux, tous catholiques, grâce à sa voix qui faisait la majorité²². Comme les protestants savaient qu'ils n'auraient point gain de cause s'ils protestaient ils ne se plainquirent point, et dès lors les quatre cinquièmes de la population furent dirigés et administrés par la minorité catholique.

Le culte était toujours célébré dans le temple; mais il était soumis à de nombreuses vexations. Un arrêt avait obligé le consistoire à admettre dans leur sein un catholique pour les surveiller. Le vicaire de Bernis allait lui-même assister aux prédications du pasteur et dressait ensuite le procès-verbal de ce qu'il avait entendu. En voici un écrit par lui-même²³ :

"Verbaill touchant le presche de Mr Noguier Ministre. L'an mil six cent huitante un et le vingt troisième mars ceux de la religion prétendue réformée faisant un jeûne, et le peuple restant assemblé en foule dans le prêche du

²¹ Registre de l'état civil des catholiques de 1677 à 1682

²² Registre de l'état civil des catholiques

²³ Id.

présent lieu de Bernis. Je me serais transporté à la petite porte du dit temple, accompagné de Mr Jean Bernard, prêtre et vicaire perpétuel d'Uchaud, pour ouyr ce que disoit Mr Noguier ministre. Et estant à ceste petite porte nous aurions ouy le dit Noguier, ne parlant jamais des maux qu'ils souffraient des catholiques, qu'il ne les traitast ou d'Egyptiens ou du nom de nos ennemis. Et en citant les sujets qu'ils avaient de s'affliger et de se plaindre ils leur disoient (sic) que ce ne seroit rien qu'ils fussent privés de la santé corporelle ou des biens temporels; mais qu'on les privast de la liberté de prier Dieu et de prescher sa sainte parole cestoit ce qui les mettoit dans la dernière désolation, que ce qui estoit arrivé à leurs voisins pourroient (sic) leur arriver à eux-mesme s'ils ne s'amendoient (sic), disant plusieurs autres choses qui paraissoient capables d'émouvoir le peuple.

En foy de quoi je me suis signé et ay prié le dit Mr Bernard d'en faire de mesme."

Comme il était défendu aux pasteurs par l'Edit du 17 juin 1681 de parler en chaire des souffrances endurées par les protestants et d'attaquer l'Eglise romaine, M. David Noguier s'était rendu coupable de ce double crime. Il fut donc dénoncé par le vicaire de Bernis; mais cette dénonciation n'empêcha pas ce ministre de prêcher encore. Il avait acquis une certaine réputation en réfutant l'Exposition de la doctrine catholique par Bossuet. Les frères Haag disent aussi qu'au synode de Nîmes en 1661 il fut un de ceux qui appuyèrent "le projet de réunion mis en avant, sous l'influence de la Cour, par le prince de Conti, gouverneur du Languedoc," et combattu par Claude, qui le fit rejeter. Au synode de 1678, tenu à Nîmes également, il fut chargé avec deux autres pasteurs d'examiner l'Apologie pour les Iconoclastes de Des Gaillard, présentée par le pasteur Paradez, son beau-frère.

Le 21 novembre 1681 Jeanne Rigaud²⁴ "fait profession publique de la religion catholique, apostolique, romaine".

Le 30 novembre l'abbé de St Gilles, François de Nogaret, étant venu officier dans l'église de Bernis le jour de St André, patron de cette église, M. Rolland répondit au discours de M. Noguier, "montrant que l'église que l'abbé leur avait fait bâtir était un lieu d'oraison et point un lieu d'impiété". M. Rolland nous semble avoir prêté au pasteur cette accusation, car rien ne permet de voir dans son discours une pareille idée.

En mars 1682, abjurations de Jeanne Cassalette et de Jeanne Granaud. Comme dans les précédentes il est dit qu'elles ne savent pas signer. Est-ce bien vrai? Il est permis de se le demander, car il est extraordinaire que tous ces

²⁴ Il y a sur le registre Rigaude. En ce temps-là on ajoutait un e au nom pour désigner les femmes

protestants qui se convertissent soient à ce point illettrés. Sinon cela prouverait que les conversions n'étaient obtenues que chez les ignorants.

En 1682 c'est M. Roussière que le curé va entendre au temple. Voici le procès-verbal qu'il en a laissé²⁵ :

"Verbail touchant le presche que fist Mr Roussière, ministre à Bernis le 16 août 1682.

L'an mil six cens huitante deux et le seiziesme aoust, après Vespres, Mons. Roussière, ministre de Bernis, devant prescher, je suis entré dans le temple par la petite porte, accompagné de Noble Seigneur de Lanpian, pour ouyr ce que diroit le dit Roussière, et parlant à ceux qui l'escoutoient de la parole de dieu²⁶. Il leur dit entre autres choses qu'il y avoit ceste différence entre eux et ceux de Rome, qu'ils faisoient un (sic) estime et un cas particuliers des escritures saintes et de la parole de dieu, mais que les Romains, ceux de Rome, n'en faisoient pas plus de cas que des fables d'oesoppe ou de l'alcoran sans l'autorité de l'église. Je lay lessé achever, après quoi je luy ay dit, qu'ayant eu l'honneur de l'entendre, j'avais un avis charitable à luy donner avant sortir de ce lieu, qui estoit qu'il luy estoit bien permis d'enseigner sa doctrine à ceux qui l'escoutoient; mais non pas d'en imposer à l'église romaine en disant qu'elle ne fait pas plus de cas de la parole de dieu que des fables d'oesoppe ou de l'alcoran, qu'au contraire l'église romaine avait tant de respect pour l'écriture sainte, qu'elle nous exhortait d'en faire la lecture à genoux ce qu'ils ne faisaient pas eux, et qu'ils estoient eux-mesme forcés d'advouer comme nous que ce n'étoit pourtant que par la tradition et par le tesmognage de l'église que nous scavons que la parole de dieu estoit l'écriture sainte; et voulant continuer de répondre au reste que le dit Roussière avoit advencé. Ils auroient fait grand bruit pour l'empescher, et Mr Noguier autre ministre auroit dit tout haut qu'ils n'estoient pas obligés d'escouter ce que je disois.

En foy de quoy je me suis signé et ay prié le dit seigneur de Lampion d'en faire de mesme".

M. Noguier aurait pu lui dire surtout que sa place n'était pas dans un temple où il était venu seulement les espionner et les narguer.

Quant à la réponse que fit le vicaire à propos de la Bible, elle est peu sérieuse. Si les prêtres faisaient tant de cas de l'écriture sainte, pourquoi ne mettaient-ils pas ce livre entre les mains de leurs fidèles? Pourquoi la faisaient-ils brûler toutes les fois qu'ils pouvaient en saisir un exemplaire?

Le 1 novembre 1682 Jacques Bernard d'Uchaud et sa femme Madeleine **Brouillet** de Bernis, ainsi que Florimond Roulet de Junas,

²⁵ Registre de l'état civil déjà cité

²⁶ Dieu est toujours écrit avec un petit d, tandis qu'il met des majuscules aux mots : noble, seigneur, etc...

abjurent "l'hérésie de Calvin et font profession de la religion catholique et romaine". Le 6 du même mois Pierre Leconte appose sa signature au bas de l'acte de son abjuration. Remarquons que pour ce prêtre, comme d'ailleurs pour tous ses collègues et contemporains, la religion chrétienne semble inconnue : dans le protestantisme il ne voit que Calvin et dans le catholicisme Rome et le pape.

L'oeuvre de destruction du protestantisme continuait toujours. Les évêques, ayant fait une lettre pastorale pour exhorter les protestants à entrer dans le giron de l'église catholique, obligèrent les pasteurs qui avaient encore conservé leur temple à la lire du haut de la chaire.

Les autres ministres, privés de leurs églises, se réunissaient pendant ce temps dans des retraites inaccessibles des Cévennes et du Vivarais ; de là ils envoyaient aux Eglises désolées des exhortations pour relever les esprits abattus.

Seize députés du Languedoc, des Cévennes, du Vivarais et du Dauphiné se réunirent en secret à Toulouse et décidèrent de recommencer leurs assemblées religieuses le même jour partout en vertu de l'Edit de Nantes qui existait encore. C'était en 1683. C'est ce qui eut lieu sur les ruines des temples démolis ou dans l'enceinte de ceux qui étaient encore debout. Les intendants ou les gouverneurs militaires de ces provinces en apprenant cela feignirent de croire à une insurrection des paysans et envoyèrent des dragons, qui firent un véritable massacre.

570 temples avaient été démolis dans toute la France avant la révocation de l'Edit de Nantes. Celui de Bernis avait été épargné. Le 22 septembre 1685 le ministre Noguier y prêcha pour la dernière fois et exhorta les protestants à rester fidèles à la foi chrétienne.

M. Rolland ne manqua pas de venir, avec le vicaire d'Uchaud, comme de coutume, savourer le cruel plaisir qu'éprouve le persécuteur en voyant son patient agoniser. Il assista à la prédication et s'affligea de ce que les paroissiens du pasteur "paraissaient ajouter foi à ce qu'il disait²⁷".

Dès que M. Noguier et ses auditeurs furent sortis du temple M. le président de Rochemore en ferma les portes et y apposa les scellés.

Le lendemain, 30 septembre, M. D'Avène arriva avec quatre compagnies du régiment de la Fère pour obtenir par la force des conversions. Les protestants furent tellement effrayés par ces soudards qu'ils s'empressèrent de signer une déclaration par laquelle ils promettaient d'embrasser la religion catholique. M. Rolland assembla le même jour entre deux et trois heures

²⁷ Registre déjà cité

les protestants pour recevoir leur abjuration. D'après ce qu'il rapporte dans son registre, M. Salomon Gazague, ancien ministre, vint le premier abjurer. "Il a ajouté qu'il la signait comme chrestienne, seciant tout haut devant l'assemblée, la plume à la main pour signer, je proteste, devant Dieu et les hommes, que signant je croy ne rien faire contre ma conscience". Il est le seul pasteur qui signe et il n'est pas parlé des autres. Faisait-il semblant d'être converti? Et continua-t-il son ministère en secret? Peut-être. Eut-il tort, eut-il raison d'agir ainsi? Dieu seul le sait. En tout cas les catholiques sont responsables de cet acte devant l'histoire et devant Dieu.

Le 4 décembre 1686 cet ancien pasteur est parrain d'un enfant à l'église et signe même sur le registre. Il est vrai que la famille Lauzerand paraît être une famille de nouveaux catholiques, comme on disait alors. Le 2 octobre 1695 il est parrain d'un garçon à l'église. Il signe l'acte sur le registre et y est nommé comme avocat. Il meurt à Bernis et y est enterré par le prêtre le 14 septembre 1702, âgé d'environ 70 ans "après avoir reçu les sacrements avec édification et avoir donné des marques d'une véritable conversion²⁸". Il y a donc une erreur à son sujet dans la liste des pasteurs convertis publiée par le Bulletin, (1883, p. 409). Il est dit que Gazague résidait à Nîmes, ce qui n'est pas vrai d'après ce qui est dit ci-dessus. Il recevait 400 livres de pension annuelle tandis que Roussière qui résidait à Nîmes en recevait 550. Celui-ci après avoir abjuré persista également dans son apostasie.

Comme Noguier s'était mis en route pour l'exil avec sa femme et ses enfants, on l'arrêta, parce qu'on désirait le convertir, et on l'enferma dans la citadelle de Montpellier. Ne pouvant pas le faire abjurer, on le mit en liberté et on lui permit de sortir du royaume avec sa femme. On retint son fils et sa fille sous prétexte qu'ils avaient passé l'âge fixé par les édits. Noguier se retira à Genève et de là en Hollande. Il devint un des pasteurs de l'Eglise française de Groningue et y mourut en 1705 après dix-neuf ans de ministère dans cette ville.

Revenons aux abjurations. Parmi ceux qui sont nommés comme ayant abjuré trente signèrent. Citons seulement les noms qui n'existent plus dans le pays : un docteur et avocat Jean Pépin, un des 27 protestants de Bernis qui émigrèrent, un apothicaire, Jérémie Justamond, Pierre Maillé, Isaïe Pépin, Gédéon Rabinel, "tailleur d'habits", Pierre Andrieu, Antoine Roman, Léonard Laval, David Richar, François Bataille, Jacob Delor, Moïse Christol, Adam Guiraud, Jean Guiton, Jean Fouquin, Jean Meugin, André Guérin, Gabriel Lauzière, Pierre Gilles, Jacques

²⁸ Registre déjà cité

Leque, André Vessière, Jacques Bonnefoy, ancien chantre du temple, Pierre Bayot, Pierre Ispagnac, Pierre Grégoire, Jean **Amphoux**, Louis Berengui, Antoine Boudouze, Jean Audemer, Jacques Lafon, Jean Lamprou, Claude Roux, Pierre Brioux, Claude Servas, Gaspard Boutoux, Pierre Bourrel, Antoine Castan, Pierre Aubelier, Gilles Fournier.

Jean Pépin ne fut pas le seul qui s'expatria. Paul Rabaut dans une lettre du 13 février 1748 nous apprend qu'un protestant nommé Martin s'était réfugié à Vevey et qu'il réclamait de la veuve Jacques Combes une somme qui lui était due. Comme ce sont deux noms du pays il est probable que ce réfugié était de Bernis. Jean Pieux (ou mieux Pieuch, mot patois de Puech ou Delpuech) réfugié à Neufchâtel de Bernise, en Languedoc, tailleur d'habits, est naturalisé le 25 mars 1710. Ce Bernise ne peut être que Bernis mal écrit. Comme les noms de Puech et de Delpuech sont des noms du pays, il est évident que ce Jean Pieux doit être un ancien protestant de Bernis²⁹. Nous ne connaissons pas les noms des autres émigrés.

A Bernis comme ailleurs, pour obtenir des conversions le vicaire rassemblait les familles protestantes et, après leur avoir fait connaître la volonté du roi, il les exhortait à renoncer à leur religion. Qu'ils confirmassent ou non par leur signature, ils étaient considérés à l'avenir comme des catholiques.

A la suite de ces abjurations dont nous avons parlé plus haut 127 protestants vinrent le même jour prononcer les formules officielles d'apostasie. Pendant un mois cela continua et 335³⁰ sur 465 protestants abjurèrent. Peu à peu on obligea toutes les familles à passer sous le joug de l'église romaine sinon de coeur du moins en apparences. Le clergé poussait l'impudence jusqu'à leur faire reconnaître qu'ils embrassaient le catholicisme sans y être forcés.

Ces terreurs n'étaient pas encore apaisées quand le 22 octobre 1685 un dragon vint de la part de M. de Noailles, chef des troupes royales du Languedoc, apporter l'ordre de raser immédiatement le temple et de vendre les matériaux et la cloche par les soins des consuls³¹. Le même jour commença la démolition qui fut achevée trois jours après.

Dès que le temple fut démolit tous les protestants allèrent la nuit chercher une pierre pour la garder dans leur demeure en souvenir de ce lieu saint où ils étaient allés prier Dieu si souvent. Acte touchant, acte de foi et d'amour pour leur religion persécutée. Cette pierre, placée en lieu sûr leur rappellera désormais ce temple élevé par

²⁹ Bul. 1860, p. 468 □

³⁰ Le registre de l'état civil donne les noms

³¹ Registre de l'état civil des catholiques

leurs ancêtres et démolit par leurs impitoyables persécuteurs. Elle les exhortera toujours à rester fermes dans leur foi, à rester fidèle au culte en esprit et en vérité recommandé par le christ.

Le 25 arriva encore un officier, M. de Barberière, renouvelant aux consuls l'ordre de vendre les matériaux et la cloche du temple³².

Un consul ayant fait publier la vente prochaine de ces ruines, le sieur de Rochebrune vendit aux consuls comme plus forts enchérisseurs, tous les matériaux ainsi que la cloche pour la somme de deux cents livres. Aussitôt après M. Rolland, comme il en a fait l'aveu, fit placer cette cloche dans le clocher de l'église.

Ainsi le temple, construit sous Henri IV, était resté debout de 80 à 90 ans. A sa place ou tout près s'élève une croix, défi continuel jeté à la population protestante.

En novembre et en décembre le registre rapporte sept autres abjurations. Le 22 février 1687 deux autres protestants viennent s'humilier devant le curé.

Après ces abjurations on les contraignit à se confesser, à communier et à aller à la messe. Une amende de cinq sous était infligée à tous ceux qui s'en abstenaient, et le valet du consul était chargé de percevoir les amendes. En cas de récidive l'amende était quatre fois plus forte et on logeait des militaires à discrétion chez les protestants récalcitrants.

Baptêmes, mariages, enterrements des protestants avaient lieu à l'église. Cependant certains au moment de la mort se rétractaient. M. Malier, décédé le 25 mars 1686, refusa de recevoir le saint-sacrement, et le vicaire défendit d'ensevelir son corps.

Le curé voulut initier les néo-catholiques à cette pratique de l'église romaine. Il invita l'abbé Robert, missionnaire, docteur de Sorbonne, à venir prêcher dans sa paroisse le 29 avril 1687 "avec son zèle et douceur ordinaire (sic) pour disposer les habitants convertis à la confirmation", ce à quoi il les avait lui-même invités plusieurs fois³³.

Quatre jours après l'évêque de Nîmes, M. de Séguier, vint confirmer 324 anciens protestants, dont le prêtre a inscrit les noms sur son registre.

A cette époque on achevait les citadelles de Nîmes, d'Alais et de St Hippolyte pour soumettre et emprisonner les protestants indociles.

En 1687 le presbytère fut agrandi et on se servit des matériaux du temple qui n'avaient coûté que 200 livres et qui d'après le vicaire lui-même en valaient 900. Ce travail fut fait aux frais de la

³² Registre déjà cité

³³ Registre déjà cité

commune, qui y dépensa 3000 livres, sans qu'aucune demande lui eut été faite par le prêtre de Bernis.

"Ainsi, dit M. Huguet³⁴, finit ce temple des huguenots; sa cloche alla parer le clocher catholique, et de ses ruines, malgré leur parfum d'hérésie, sortit un presbytère. Un ennemi mort ne sent jamais mauvais³⁵, et l'église romaine purifia par l'usage qu'elle en fit les dépouilles de son adversaire vaincu."

En 1694 un autre évêque de Nîmes, Esprit Fléchier, vint donner la confirmation aux protestants qui l'avaient refusée jusqu'à ce jour. Le rhéteur ne craignait pas d'avoir recours à la menace des galères, de l'échafaud ou d'autres maux pour obtenir des conversions. Il traitait de "fanatiques entêtés" ceux qui aimaient mieux mourir sur un bûcher ou sur la roue plutôt que de renier leur foi. Le jour qu'il vint à Bernis 81 protestants se présentèrent - 42 hommes et 39 femmes - et il les confirma.

Le 11 mars 1698 deux protestants : Antoine Boissier et sa femme viennent encore à l'église faire acte d'abjuration. Le 13 novembre 1701 c'est le tour de Gilles Sollier de Milhau.

Cependant les pseudo-catholiques commençaient vers 1700 à avoir honte de leur apostasie. Ils ne trouvaient pas dans ma religion catholique la nourriture spirituelle nécessaire à leur âme. Le contraste était trop frappant entre les cérémonies sans vie du culte qu'ils suivaient et les prédications bienfaisantes de leurs anciens pasteurs. Ayant entendu dire que les protestants de Cévennes se réunissaient, malgré la défense du roi, dans leurs montagnes, ils voulurent en faire autant. Quelques uns allèrent entendre la lecture et la méditation de la Bible dans les endroits écartés, dans la plaine ou dans les garrigues. Peut-être assistèrent-ils aux assemblées tenues près de Vauvert et dans le bois de Candiac. En tout cas ils entendirent en 1702 le prophète Gras de Clarensac, qui, chassé de Calvisson et de Nages où il prophétisait, passa à Bernis avant d'aller à Vauvert et les exhorta à ne plus aller à la messe³⁶.

L'intendant Bâville fait alors envoyer à Uchaud un détachement de 30 hommes pour effrayer les protestants de ce village et des environs. "C'est, dit-il, une paroisse mutine, qu'il faut abattre et punir³⁷." D'après l'Histoire générale du Languedoc de Dom Vaissette il y avait à Uchaud deux compagnies de dragons du régiment de Firmacon. Il n'y avait à Bernis qu'une milice de bourgeois catholiques.

³⁴ Docteur en médecine, auteur d'une histoire inédite de Bernis

³⁵ Idée exprimée par l'empereur Vitellius

³⁶ L'ouvreur, tome 1, p. 41.

³⁷ Bul. pr. fr. 1866, p. 137

Le 22 avril 1702 un protestant, nommé Montbounoux, revenant d'une assemblée religieuse, vit les soldats saisir une de ses coreligionnaires. Il voulut aussitôt lui porter secours; mais il fut fait prisonnier à son tour et pendu à l'instant à un cerisier sur la route qui conduit de Mus à Vergèze.

Comme le baron Calvière de St Côme avait fait traquer les protestants réunis à Vauvert et à Candiac, quelques uns de ces derniers résolurent de se venger de cet ancien président du consistoire de Nîmes, de cet apostat, qui avait abandonné sa religion lors de la révocation de l'Edit de Nantes, et qui avait reçu en récompense de son zèle le grade de colonel des milices et une pension de 2000 livres. Le 13 août 1702 six hommes, Maurel, dit Catinat, les deux frères David du Cailar, Rancillon et Bénézet de Vauvert, et **Boudou** de Bernis, allèrent arrêter ce seigneur dans le chemin de Vauvert à Boissière. Comme il était sorti de sa chaise vers les 6 heures du soir à l'entrée des garrigues d'Uchaud, ils se jetèrent sur lui et lui brisèrent la tête avec ses propres armes³⁸.

Quatre catholiques "qui avaient pris parti pour servir dans les milices pour la communauté d'Uchaud³⁹" furent rencontrés dans le grand devoir⁴⁰ de madame de Bernis et tués par la troupe de Cavallier afin qu'ils ne révélassent pas leur marche. Leurs corps furent apportés à Bernis et ensevelis le 13 janvier 1703.

La guerre civile était la conséquence des violences exercées sur les protestants. Les Camisards devenaient de plus en plus puissants et redoutables. Un jour la troupe de Cavallier sous les ordres de Ravanel remporta une brillante victoire au Val de Bane sur une troupe de soldats aguerris et commandés par le maréchal de Broglie. Le capitaine Poul, qui avait été rappelé des Cévennes pour chasser les Camisards de la plaine, y fut tué⁴¹.

De Broglie avec les survivants de son armée vinrent se réfugier à Bernis et y attendre les secours demandés à Nîmes. Le corps de Poul, le terrible colonel de dragons, qui avait massacré tant de protestants et brûlé tant de maisons dans les montagnes, fut apporté et enseveli dans l'église de Bernis.

La terreur fut grande dans le pays quand les habitants apprirent cette défaite des troupes royales. L'évêque Fléchier, qui s'y trouvait auprès de madame la marquise de Coiras (?), veuve de M. de Bernis, et de sa fille Françoise Louise de Bérard, vit ses craintes redoubler quand on

³⁸ Voir biographie de Maurel. Signal du 28 août 1903

³⁹ Registre de l'état civil des catholiques, 1700 - 1719

⁴⁰ Endroit réservé pour faire paître les troupeaux

⁴¹ Voir pour plus de détails la bibliographie de Ravanel Signal du 26-27 avril 1903

apporta le corps ensanglanté de Poul. Il écrivit à un de ses curés que ce qui venait de se passer devait être considéré comme une oeuvre surnaturelle et que l'église était perdue si Dieu ne venait porter secours aux catholiques⁴². Quel aveuglement! Pourquoi Dieu favoriserait-il parmi ceux qui se réclament du nom de chrétien les moins bons au détriment des meilleurs?

Il confia au vicaire de Bernis le soin d'inhumér le cadavre de Poul. Voici l'acte mortuaire qui en a été dressé :

"L'an 1703 et le 14e janvier j'ai enterré Mr Poul, colonel de dragons de Mr le comte de Broigle, âgé d'environ 60 années, qui fut tué dans le combat qui se donna contre la troupe des phanatiques à la métairie de Gapharel, d'un coup de fusil⁴³, et enterré dans l'église de cette paroisse⁴⁴"

Dans le même mois les Camisards brûlèrent l'église de Vestric et essayèrent d'entrer dans Bernis. Les protestants de ce pays favorisaient les révoltés. Plusieurs même se joignirent à eux pour les seconder. Quelques catholiques furent tués dans la contrée. En avril une troupe de Camisards passant du côté d'Aubord tua un maréchal des logis des dragons. Du même côté un tambour de la bourgeoisie, Jean Andrau fut tué en juillet par d'autres rebelles. En juin c'est un catholique d'Uchaud que les révoltés font périr dans sa vigne et que Basville venge en faisant mourir sur la roue trois protestants : Isnard de St Césaire, un jeune homme de Milhaud et un autre de Bernis. Ainsi aux massacres faits par les camisards l'intendant répond par d'autres exécutions. Le 13 juillet, aussitôt après le passage de Montrevel à Uchaud, 250 Camisards, dont trente à cheval, allèrent à Vestric et y restèrent jusqu'à la nuit. Le maréchal l'ayant appris fit piller et brûler ce village; il fit même amener à Nîmes tous les habitants et retint les plus dangereux et les plus coupables, laissant errer sur les routes les vieillards, les femmes et les enfants. Le 18 août un Camisard de Bernis, appelé Fourmentin, fut pendu à Nîmes. Les protestants, qui prenaient de plus en plus le parti des révoltés, étaient suspects aux serviteurs du roi. Aussi M. de Marcily, dans son mémoire concernant les affaires du Languedoc, envoyé au ministre de la guerre, conseille pour inspirer la terreur aux protestants d'enlever ceux-ci des villages, de "faire main basse" sur eux, de "confisquer leurs biens pour y établir les Irlandais invalides et autres pauvres familles à charge dans les paroisses et commencer dès à présent cet établissement par le village d'Uchaud ... L'on

⁴² Hist. gén. du Languedoc, tome XIII

⁴³ Il a été renversé, sinon tué, d'un coup de pierre. Voir le Foyer protestant, 1 nov. 1900, p. 338

⁴⁴ Registre de l'état civil

trouvera cette punition rude de tuer tout un village qui paraîtra n'avoir point trempé dans l'action des rebelles⁴⁵." Il est sans doute permis de le croire.

Florimond de Générac, chef de quelques cadets de la croix, sous les ordres de l'ermite La Fayolle ou frère Gabriel, tua un Camisard de Bernis, appelé Bonnefoi, et en blessa un autre du même endroit, nommé **Boudou**. Il prit aussi un ancien catholique d'Uchaud, Caliadon, qui fut jugé et condamné à la roue par le présidial de Nîmes pour avoir combattu avec les Camisards. Il faut croire que son catholicisme n'était que superficiel, à moins qu'il ne blâmât la conduite de son église à l'égard des protestants.

Montrevel ayant obtenu du roi la permission de détruire les villages qui servaient de retraite aux Camisards en fit piller et raser plusieurs; les protestants répondirent à cette dévastation par des incendies. C'est alors que les révoltés sous les ordres de Cavallier, après avoir passé par Gallargues et le bois de Candiac, vinrent à Bernis - 29 octobre 1703 - ils mirent le feu à l'église et à quatre maisons. De là ils se répandirent dans la plaine et brûlèrent la ferme de Poustoli. Les meubles de l'église d'Uchaud furent brûlés au même moment et les fortifications abattues. Le 5 octobre, dit l'abbé Goiffon dans son dictionnaire historique, Cavallier brisa à coups de hache les portes du presbytère et en brûla le mobilier. Quelques jours plus tard huit Camisards d'après La Baume enlevèrent une jument à Bernis et tuèrent un sergent de la milice bourgeoise d'Uchaud, appelé Bourasset, ainsi que son fils, qu'ils rencontrèrent sur le chemin qui relie ces deux villages.

Plus tard **Brouillet** de Bernis, accusé de recevoir et de transmettre l'argent envoyé par la Hollande, la Suisse et l'Angleterre pour venir en aide aux Camisards, fut roué à Sommières, et son fils fut pendu le même jour.

Avec l'arrivée de Villars cessa la guerre des Camisards par la soumission d'un grand nombre d'entre eux. Désormais les catholiques seront plus réservés dans leur oppression de peur de susciter une nouvelle révolte.

Après le départ de Villars le duc de Berwick, venu le 17 mars 1705 pour le remplacer dans le commandement des troupes du Languedoc, décide avec Bâville de placer quelques soldats en différents endroits. On mit à Bernis un caporal et cinq hommes et à Uchaud un capitaine, un sergent, un tambour et trente hommes, pour empêcher toute assemblée religieuse comme celle qui venait d'avoir lieu entre Générac et Beauvoisin.

A la suite du complot fomenté par les Camisards sous l'inspiration du capitaine Boëton, de Catinat, de Ravanel et autres chefs, en 1705,

⁴⁵ Hist. gén. du Languedoc, tome XIV, p. 1830

Pierre **Boudou** de Bernis et Izaac Boissier d'Aubord furent mis en prison. Bâsville les interrogea et condamna le second aux galères, le 4 mai . Nous ignorons quel fut le sort du premier.

TEMPS MEILLEURS

Louis XIV meurt le 15 septembre 1715. Dès lors les protestants jouirent d'une plus grande liberté grâce aux sentiments de tolérance que Pontchartrain, d'Argenson et le duc d'Orléans opposèrent aux sentiments haineux du jésuite le Tellier, et qu'ils firent triompher pendant la minorité de Louis XV.

Le 28 juillet 1715 naquit à Bernis Henri François Graverol, de la même famille que le pasteur de Lyon, Jean Graverol. Cet écrivain acquit une certaine réputation.

Le 3 août 1716 deux protestants, Jacques et Jean Boissier, qui étaient revenus de l'étranger, abjurèrent leur religion. La femme de Jacques, appelée Madeleine Bicou, âgée d'environ 40 ans, abjura également, le 2 novembre de la même année, le protestantisme qu'elle avait professé "dans le pays étranger, en allant aux presches et assemblées des hérétiques"⁴⁶ Le 8 du même mois Marc Gueissat⁴⁷ et sa femme Gracie Massal abjurent dans les mêmes conditions, c'est-à-dire à l'église et devant témoins.

Il faut aller jusqu'au mois d'avril 1726 pour trouver une autre abjuration. A la suite des prédications de carême d'un dominicain de Nîmes, Guillaume Brunel se convertit à la religion catholique. Voici ce que le curé dit à ce sujet : "Guillaume Brunel fabricant de bas du lieu de Bernis a comparu devant nous, lequel a reconnu et confessé avec un coeur contrit et humilié en présence de la très ste trinité père, fils et st. esprit, de la glorieuse vierge marie mère de Jésus-Christ notre Sauveur, de tous les sts et stes de paradis, qu'il prend à témoins, qu'il a grièvement péché en adhérant aux hérétiques protestants et croyant leurs erreurs, comme que Jésus-Christ n'est point dans le st sacrement de l'eucharistie, qu'on ne le reçoit pas de la bouche du corps, qu'il n'est pas utile d'invoquer les sts et autres erreurs, et que puisque Dieu par sa grâce l'a retiré de l'aveuglement où il a été élevé jusqu'à présent, il renonce à ces erreurs, et à toutes les autres de quelque espèce et de quelque qualité qu'elles puissent être et les déteste de tout son coeur, de sa franche volonté et sans aucune contrainte, et après lui avoir bien représenté ce qu'il va faire touchant son abjuration; il tient et confesse de coeur et de bouche la mesme foy que la ste église catholique, apostolique et romaine tient, preche et enseigne, et il jure et promet de le tenir Dieu aidant toute sa vie, et metant les mains étendues sur le livre des

evangiles il y ajoute ces paroles : ainsi dieu me soit en aide et les sts évangiles, et interrogé s'il scavoit signer a répondu que non⁴⁸."

Au bas de ce procès-verbal se trouvent les signatures du prédicateur du carême, du curé de Bernis et d'un autre catholique. On peut conclure de ce qu'on vient de lire que c'est un protestant illettré qui abjure sa religion. S'il ne sait pas écrire il est probable qu'il ne sait pas lire. Dès lors on est en droit de penser qu'il ne se rendait pas exactement compte de ce qu'on lui faisait promettre. Après son abjuration il n'aura pas cru davantage aux erreurs du catholicisme qu'il rejetait auparavant; mais il n'aura pas été inquiet là-dessus, le curé et le dominicain étant amplement satisfaits d'avoir pu se prévaloir d'une semblable conversion.

Le 1 décembre 1729 un pauvre passant étant mort sur le grand chemin et "n'ayant eu sur lui aucune marque de catholicité a été enterré tout auprès de l'endroit où il a été trouvé"⁴⁹. "Quelle charité vraiment, s'il était protestant! Et s'il était catholique quelle injustice! Comme il n'avait pas de scapulaire sur lui il est enseveli comme un chien, sur place. S'il avait eu quelque belle livrée, on l'aurait bien reconnu pour un fidèle, même sans marque extérieure de catholicité. Les faits suivants ne le prouvent-ils pas?

Le 7 décembre 1733 fut enterré, dans le cimetière des pauvres, par le curé de Bernis, un noble de Péronne en Picardie, appelé Jean de Buis, mort le jour précédent. Ce que le vicaire ajoute mérite d'être rapporté : "Cet homme avait resté longtemps à Genève et là dans cette contrée empoisonnée du fatal venin de l'hérésie il s'était rempli l'esprit de mille doutes sur la religion quoy qu'en rien catholique, jusques à douter de la vérité du corps de J. C. dans l'eucharistie et croire faire mal d'assister au St Sacrifice de la messe, il était imbu que St pierre était mort à antioche et non à rome et cela pour détruire le centre de l'unité. tant il est vrai qu'il fait mal rester parmi les hérétiques surtout quand on est obligé d'avoir recours à eux par nécessité qui entraîne à des fâcheuses extrémités, le pauvre malheureux était de ce nombre, obligé de vivre de leurs aumônes, il se laissa corrompre l'esprit par la persuasion pressente de leur fausse doctrine, et la liberté de leur manière de vivre qui n'est guère gênante et fort commode aux sens de la nature. mais enfin quoy qu'il en soit la divine providence qui veille sur les siens n'a pas permis qu'il périclât dans ces

⁴⁶ Registre de l'état civil des catholiques de 1700 à 1719

⁴⁷ Sans doute Graissad

⁴⁸ Registre de l'état civil des catholiques 1720 à 1729

⁴⁹ Registre déjà cité

erreurs mais l'en a retiré par un grand coup de sa miséricorde infinie car les eccailles leur (sic) étant tombées des yeux; touché de repentir il n'eut autre désir que de faire une bonne confession, ce qu'il fit autant que j'en puis juger, et de mourir dans le giron de l'église, c'était son propre terme. J'aurais pu lui administrer le sacrement de l'euch.⁵⁰ mais comme je ne voulais pas aller si vite, sa mort fut si subite que je n'en eus pas le tems non pas mesme de lui donner l'extremonction (sic)." Suivent les signatures du révérend père Jean de la Croix Blaquièrre, récollet de Nîmes, de l'instituteur et du curé Marre.

On s'est déjà aperçu du mauvais style; ce qui n'est pas aussi facile à voir, c'est ce que fait supposer cette conversion in extremis. Ce monsieur Jean de Buis espérait en faisant semblant de se convertir avant la mort épargner à son corps certaines humiliations. Cela ne l'empêcha pas d'être enterré dans le cimetière des pauvres. Mais que faisait cet hérétique à Bernis? Dans quel but y était-il venu de si loin? Je serais porté à croire qu'il y exerçait en secret le ministère pastoral. Je ne comprends pas autrement pourquoi il se serait établi à Bernis, lui noble, et aurait fait le sacrifice de son repos, de son bien-être en vivant loin de son pays natal.

A la mort du duc d'Orléans en 1723 les persécutions redoublèrent contre les réformés par ordre du nouveau régent, le duc de Bourbon. D'après l'ordonnance publiée le 14 mai 1724 par ce dernier, et qui n'est que le résumé de tous les édits persécuteurs de Louis XIV, les protestants devaient se marier à l'église et y faire baptiser leurs enfants, s'ils ne voulaient pas que leurs unions fussent illégales et que leurs enfants fussent considérés comme bâtards, incapables d'hériter. Aussi voyons-nous en ce temps-là beaucoup de protestants faire bénir leurs mariages et baptiser leurs enfants à l'église.

Ce fut sans doute pour échapper à ces funestes conséquences que Jean Bounaud et Madeleine André, après avoir fait bénir leur mariage au désert et baptiser leurs deux enfants, se décidèrent à requérir les formalités de l'église romaine, nécessaires dans ces deux cas. Pour l'obtenir il fallut faire baptiser Madeleine André, et, comme Jean Bounaud avait eu avec elle "un commerce illégitime", il dut pour pouvoir se marier demander certaines dispenses, une pour que les secondes et troisièmes publications de mariage fussent supprimées et que le premier ban suffit; une autre, accordée par le pape Benoit XIII, leur permettant "de se marier ensemble, nonobstant l'alliance spirituelle qu'ils ont contractée, pour avoir le dit Bonneau présenté au baptême la dite André jeune, et le troisième degré de consanguinité qui est entre eux, et le commerce

illégitime qu'ils ont eu ensemble, duquel sont nés plusieurs enfants. Le dit bref dûment certifié et contrôlé par les banquiers royaux de France adressé à Messieurs nos vicaires généraux pour la fulmination d'icelui ... Et en outre, dit le vicaire, Jean Bouneau et Magdelaine André jeune, après avoir pris leur consentement mutuel et nous être conduits dans la forme prescrite par le St concile de Trente ont reconnu et légitimé deux filles qui étaient nées du commerce illégitime qu'ils avaient eu ensemble et qui ont été présents à la bénédiction du mariage." Elles avaient été antérieurement baptisées : l'aînée, Anthoinette, le 3 mai 1732; la seconde, Elisabeth, le 2 janvier 1735. Le curé en les baptisant met dans l'acte seulement : "fille naturelle⁵¹." Ce mariage fut célébré le 18 juin 1737. Quelques années après, en 1744, ayant eu une nouvelle fille, ils la font baptiser au désert par Paul Rabaut. En 1747 ils eurent un garçon qu'ils firent baptiser de même.

Ce n'étaient pas les seuls qui eussent agi ainsi. Jean David Delpuech et Angélique **Brouillet** en avaient fait autant, et plus tard en 1739 Jean Valès et Catherine **Boudou**.

Les protestants en ce temps-là allaient peu à l'église si ce n'est pour les cérémonies religieuses dont ils ne pouvaient pas se passer. Ainsi le 5 septembre 1739 lorsque l'évêque de Nîmes, M. de Bacdelièvre, vint à Bernis donner la confirmation⁵², il est probable qu'il n'y avait point de protestant renégat parmi les 90 confirmés qui se présentèrent pour recevoir le saint-sacrement.

C'est aux assemblées du désert organisées par A. Court, Corteiz et les autres prédicants de 1715 à 1730, c'est à la réorganisation des églises qu'est dû le réveil du protestantisme. Traquées pendant la régence du duc de Bourbon, elles eurent une plus grande liberté pendant la guerre avec l'Allemagne en 1741, les troupes ayant été retirées de la province et envoyées sur le théâtre de la guerre.

En 1728 les protestants furent de nouveau menacés. La Cour voulant en finir avec eux, après avoir divisé le Languedoc en 56 arrondissements, décréta que les religionnaires de chacun de ces arrondissements seraient responsables des assemblées qui s'y tiendraient et qu'ils auraient à payer les amendes qui leur seraient infligées. L'arrondissement dans lequel serait capturé un prédicant aurait à payer la somme de 3000 livres.

A partir de 1730 les édits contre les protestants ne furent appliqués que rarement. La Cour et les intendants de province fermèrent les yeux sur les assemblées après s'être rendu compte que leurs pasteurs les exhortaient sans cesse à la paix, qu'on n'avait rien à craindre d'eux

⁵⁰ L'eucharistie

⁵¹ Registre de l'état civil

⁵² Id.

et que les persécutions pouvaient leur faire prendre les armes une seconde fois.

Les réformés de Bernis allaient célébrer leur culte dans un quartier des Garrigues, appelé les Barbières, en un lieu caché, connu sous le nom de Prie-Dieu ou Temple. "C'est un bas-fond de 10 ares environ de surface au pied d'un puech⁵³ élevé, dit M. le docteur Huguet⁵⁴; il est entouré de murailles à pierres sèches, qui, si l'on en juge par ce qu'il en reste, doivent avoir été faites avec art et avec soin, peut-être par les mains des fidèles eux-mêmes, jaloux d'embellir autant que possible leur lieu de prières. Des chênes blancs, nombreux et élevés ceignent ce lieu de tous côtés. Ce sont les rejets de chênes séculaires coupés il n'y a pas longtemps⁵⁵. Leur gaie verdure, objet si rare dans nos collines, fait un contraste agréable avec le pâle feuillage de l'olivier. C'est le rendez-vous des rosignols du voisinage, dont la voix dans cette calme solitude a remplacé la prière et les cantiques des fidèles, montant jusqu'à l'être invisible en face des magnificences de la nature. L'imagination rêveuse se plaît à repeupler ces lieux des scènes dont ils furent témoins. Là était Paul Rabaut, le ministre de Christ, invoquant son Dieu, comme les fidèles de l'église primitive, pour ses oppresseurs qui s'irritaient de ne pas l'avoir encore traîné à l'échafaud. Là sur des sièges pliants et portatifs ou sur ces rocs saillants était assise, recueillie, une assemblée de pauvres paysans, d'humbles manoeuvres, qui déposant pour un jour les instruments de travail ne s'inquiétaient plus que des sublimes intérêts de la foi et de la vie à venir. Le sentiment commun du danger qu'ils couraient alors plaçait continuellement leurs âmes en présence de leur souverain juge. Et quand ce danger venait les menacer, que la voix des sentinelles en signalait l'approche, on se peint la confusion dont cette assemblée tout à l'heure si calme était maintenant agitée. On se demande quelle voie le pasteur, les vieillards, les femmes, les enfants prenaient pour échapper à une soldatesque effrénée. On cherche et, quand on croit l'avoir trouvée, on respire en se disant : c'est par là qu'ils passaient, franchissant cette colline, barrée de murailles que ne pouvaient franchir les chevaux des dragons. Puis au versant était le grand bois qui dérobaient les fugitifs à la vue. Ces derniers en sortaient quand l'ennemi s'était retiré, pour revenir plus tard recommencer leur périlleux exercice de piété."

De 1730 à 1750 on ne trouve pas ou très peu d'enterrements à l'église de protestants âgés. Ce ne sont que des enfants qui sont baptisés ou enterrés par le curé. Il marie également la plupart

⁵³ Sommet d'une colline

⁵⁴ Histoire inédite de Bernis

⁵⁵ Il écrivait cela en 1852

des protestants. Mais à partir de 1750 ceux-ci furent de plus en plus l'église. En 1751 le curé baptise plusieurs enfants "sous condition". Qu'est-ce que cela signifie? Cela veut-il dire que les parents feront bénir leur mariage à l'église? Peut-être pour quelques uns. D'autres sans doute étaient baptisés à la condition que les enfants seraient élevés dans l'église catholique. Ce qui est certain c'est qu'il y eut alors une grande pression de la part des autorités et nouvelle frayeur chez les protestants. Aussi quelques-uns faiblirent-ils, comme les époux Chazel, qui après avoir fait bénir leur mariage au Désert "font leurs épreuves, dit le curé, pour le réhabiliter à l'église" et font enterrer par lui leur fille Suzanne le 28 janvier 1756. Ils se marient à l'église le 2 novembre de la même année.

Certains protestants en se mariant avec des catholiques firent baptiser leurs enfants à l'église et ne rentrèrent plus dans le protestantisme. Mais le plus grand nombre de protestants resta fidèle et malgré toutes les contraintes revinrent à son culte.

Considérons maintenant les rapports des protestants de Bernis avec les Synodes du dix-huitième siècle, et dans ce but revenons un peu en arrière.

En 1716 après le synode du 13 mars Antoine Court fut chargé de visiter et évangéliser les protestants de Nîmes et des environs. A la fin de l'année 1718 il administra la sainte-cène dans toutes les églises⁵⁶. Pendant les quelques années qui suivirent nous ne savons pas qui leur annonça la bonne nouvelle; mais ils ne restèrent pas entièrement privés de conducteurs spirituels.

Voici d'après l'état civil des protestants de Bernis les noms des pasteurs qui de 1743 à 1792 exercèrent leur ministère dans cette localité. Paul Rabaut y vint souvent de 1744 à 1759. Bernis faisait en effet partie du quartier que le synode du Bas-Languedoc de 1742 lui avait donné à évangéliser et qui allait de la Calmette (Gard) à Saint Pargoire (Hérault). Pierre Redonnel de Lunel, élu ministre dans l'assemblée des environs de Quissac, fait deux services religieux en 1745, un en 1749 et un autre en 1751. Pierre Encoutre en fait sept en 1750. Citons encore Jacques Matthieu, Pierre Saussine, qui, après avoir été consacré le 26 février 1756, fait 141 services du 29 février 1756 au 4 décembre 1766; François Saussine, qui en fait 36 du 18 juin 1766 au 20 septembre 1768 et qui est remplacé le 1 mars 1767 par le pasteur G. Bruguier. P. Alègre remplit les fonctions pastorales du 9 avril 1762 au 29 avril 1770. Theyron, qui représenta les églises de Lunel et de Bernis au synode du 31 avril 1771⁵⁷, en fait 44 du 20 mai 1770 au 1 mars 1772 et est

⁵⁶ Mémoires de A. Court

⁵⁷ Lettres de Paul Rabaut

remplacé par les pasteurs Vincent et Ricour; Raoux fait 15 services du 24 mai 1772 au 11 novembre 1772. Pierre Ribot en fait 21 du 15 nov. 1772 au 5 août 1773. Ce pasteur nous apprend dans l'acte de baptême de sa fille Marie, fait le 5 août 1773, que sa femme s'appelait Marie François, qu'il était lui-même des Vans, qu'il était en ce moment pasteur à Bernis et que Pierre Monbounoux était un des anciens de l'église. Il est probable que Jean Granier, Louis Granier, Jacques Monbounoux, Pierre Martin, Louis Fontayne, Jean **Boudou** ont été également conseillers presbytéraux de 1750 à 1792. Ces protestants paraissent souvent comme témoins sur le registre de l'église.

Le pasteur Etienne Gibert, qui fut ensuite pasteur à Bordeaux et de là passa en Angleterre, a fait 53 services religieux du 22 août 1773 au 7 mai 1775 et a été remplacé par les pasteurs Valantin et Vincent. A partir du 25 juillet 1774 "pour se conformer à l'article 6 du synode de 1774, portant qu'on inscrira à l'avenir dans les registres des baptêmes et mariages l'acte mortuaire des personnes décédées" le pasteur Gibert note également les décès des protestants.

Le pasteur François Raoux fait le service du 21 mai 1775 au 16 septembre 1792. Il a été remplacé par les pasteurs Ribot, Gibert, Paul Vincent, David Roux, Nogaret, Barbusse, Ricour, Paul Gachon, Valantin, P. Ribe, S. Guérin, Riey et B. Roux.

M. Huguet dans son histoire inédite cite encore Barthélémy Claris, Jean Pradel, Etienne Deferre de Gallargues, Gibert fils, qui signe quelquefois pour son père, Jean Mouline, Paul Lafont, ancien pasteur, Henry Bastide, Pierre Encountre, Teissier, Pierre Puget, Lombard. Il a dû trouver ces derniers noms dans des extraits de registres conservés dans les familles.

Avant 1685 l'église réformée de Bernis faisait partie du colloque de Nîmes; au XVIII^e siècle elle dépendait du colloque de Marsillargues. En tout temps elle a fait partie du synode du Bas-Languedoc.

Les extraits du registre des baptêmes de 1753 à 1787 sont faits sur papier timbré d'un sol au sceau de Montpellier. Ils étaient quelquefois préparés d'avance. Le pasteur n'avait qu'à apposer sa signature au bas de ces pièces. Ceux du registre des mariages étaient sur papier timbré de huit deniers.

En 1774 les dragonnades recommencèrent et ne pouvant pas toujours atteindre ceux qui assistaient aux assemblées du désert on frappa tous les protestants de l'arrondissement dans lequel le culte avait eu lieu d'une forte amende, qui était doublée quand elle n'avait pas été payée dans le délai prescrit. L'administration donnait aux particuliers un reçu pour la somme versée par eux. En voici une formule trouvée à Bernis : "J'ai reçu de Mr Jean

Salle, marchand de soie, la somme de 14 livres 2 sols; pour ses taxes d'amendes auxquelles il a été condamné par jugement de Mr l'intendant les 9 et 18 avril à cause des assemblées illicites de N.C. qui se sont tenues le 21 mars et le 4 avril 1745.

Signé Tempié".

Auparavant les consuls recevaient de ce M. Tempié, subdélégué, différents jugements rendus par l'intendant contre les N. C. - Nouveaux Convertis - pour les faire publier et faire rentrer les amendes.

En 1745 pour une assemblée à Bernis, Uchaud, Milhaud, Vestric et Aubord, furent obligés de payer 500 livres d'amende et 300 livres de frais. C'était la punition la plus douce qu'on put infliger aux protestants. Ils auraient pu être massacrés au sein de ces réunions; s'ils avaient été pris au moment où ils priaient Dieu ils auraient pu être jetés en prison, ou condamnés aux galères, ou enfermés dans des couvents pour le reste de leur vie. On cherchait à ruiner les protestants par des amendes, on leur en infligeait pour ne pas avoir envoyé leurs enfants à la messe et au catéchisme du curé, pour avoir refusé de tendre la façade de leur maison lors de la procession, ou pour avoir fait bénir leur mariage par un ministre, ou encore pour avoir refusé de mourir catholique. Ils les payaient souvent pour ne pas voir leurs parents traînés sur une claie et jetés à la voirie.

On voit comment la justice était rendue en ces temps d'oppression. Ces actes étaient-ils plus légaux que ceux des révolutionnaires?

Le 27 août 1751 l'intendant du Languedoc, Guignard de Saint-Priest, envoie au subdélégué Tempié l'ordre de faire arrêter et de conduire au fort de Nîmes Fontaine de Bernis avec onze autres protestants du diocèse de Nîmes. Que reprochait-on à ce Fontaine? De ne pas avoir fait baptiser ses enfants à l'église, ce que le roi exigeait absolument de tous ses sujets. Cependant le 1 septembre l'intendant, comptant sur les effets produits par les punitions infligées aux nouveaux convertis d'Uzès, ordonne de suspendre l'exécution des ordres précédemment donnés. Les protestants ne se soumirent pas davantage⁵⁸.

A la suite de ces persécutions les protestants eurent l'idée de s'expatrier. Quelques-uns le firent; mais beaucoup furent arrêtés: les femmes furent enfermées au fort de Briscou et dans la Tour de Constance et les hommes envoyés aux galères. Cet intendant chargea le commandant Pontual de faire observer la volonté du roi et cet officier avec des soldats alla s'établir chez les protestants pour les obliger à faire baptiser les enfants en brisant et en démolissant tout dans leurs demeures. Cela dura de 1745 à

⁵⁸ Hist. de la Restauration du pr. fr. par E. Hugues, tome 2, p. 472-476

1752. Il fallait donc souffrir et ne rien dire. Triste temps!

Louis Tregon de Bernis fut condamné aux galères à perpétuité par l'intendant le 17 mars 1752 pour avoir assisté à une assemblée religieuse. Il était âgé de 45 ans. Il fut gracié en 1772 et fut réintégré dans tous ses droits; mais comme ses biens avaient été confisqués et donnés à un sieur Chauvet, il les réclama et ne put jamais les recouvrer. Cependant son neveu Louis Bouteille conformément à la loi de 1790 obtint la "délivrance de la rente constituée par la régie des deniers provenant de la vente faite le 2 mars 1754". Sans doute il avait assisté ou était accusé d'avoir assisté à cette assemblée religieuse, dont parle Paul Rabaut dans sa lettre du 9 février 1752 et qui eut lieu la veille dans le bois de Bernis. Dans cette réunion trois pasteurs : Clément, Vernezobres (Pradel) et Paul Rabaut exhortèrent à la fermeté et à la persévérance une cinquantaine de pauvres fugitifs du Cailar, poursuivis pour s'être mariés au désert, et que l'officier de ce dernier village voulait obliger à aller à la messe et à faire bénir de nouveau leurs mariages.

Au milieu de toutes ces persécutions les protestants devaient faire taire leur tristesse pour prendre part aux fêtes commandées par les intendants en l'honneur de quelque victoire ou de la naissance d'un fils du roi.

On sait que les protestants à la vue de pareils excès s'armèrent et eurent envie de recommencer les luttes d'autrefois. Mais les pasteurs, depuis Court jusqu'à Paul Rabaut, cherchèrent à calmer les esprits et y réussirent. Malgré toutes les souffrances endurées par les protestants "jamais peut-être, dit E. Hugues à la fin de son introduction aux synodes du désert, le stoïcisme, la résignation et le pardon ne furent poussés plus loin!". Le ministère des Court, des Corteiz et des Rabaut ne fut donc pas inutile. La cour, si elle avait compris son intérêt, aurait donc dû, non pas les traquer, mais les protéger et leur faciliter leur tâche. Elle craignit d'ailleurs un nouveau soulèvement dans les Cévennes, et le roi chargea le marquis d'Argenson d'aller pacifier le Languedoc. Arrivé dans la province ce dernier fit cesser les dragonnades.

En 1753 les persécutions ne furent plus aussi terribles; mais elles recommencèrent en 1754, la cour ayant des troupes disponibles. Le duc de Richelieu avait été envoyé par le roi dans le Languedoc à la fin de 1752. A l'instigation du clergé il met des troupes dans les villages protestants pour obliger les réformés à faire baptiser leurs enfants et bénir leurs mariages à l'église, et donne la chasse aux pasteurs, qui furent obligés de se cacher dans des forêts ou dans des cavernes. C'est à ce moment que fut pris et exécuté à Montpellier Teissier, dit La Fage, un de ceux qui avaient exercé leur ministère dans

la paroisse de Bernis. Cependant comme ce gouverneur trouvait peu de plaisir à commettre ces cruautés, il modéra l'ardeur de ses soldats dès qu'il crut répondre ainsi aux désirs de Louis XV.

Rien n'arrêtait Paul Rabaut : il tint une assemblée publique le 4 juillet 1754 dans les terres de Bernis pendant qu'on passait à Nîmes la revue des troupes de la campagne.

Au synode du Bas-Languedoc⁵⁹, tenu en 1756 il fut décidé que Bernis, Uchaud, Vestric et Aubord formeraient une église. Il fut décidé également que Lunel, Marsillargues, le Cailar, Gallargues, Aiguevives, Bernis, Beauvoisin et Vauvert formeraient un colloque.

Au synode de 1767 Bernis eut à payer 12 livres pour le paiement des dettes mortes de la province, autrement dit des sommes dues aux veuves de pasteurs non en exercice.

Avant celui de 1770 les pasteurs desservaient plutôt une province qu'une église, dit E. Hugues. A partir de ce moment on voit les églises avoir leurs pasteurs particuliers. Lors de ce synode Bernis et Beauvoisin demandèrent M. Ricour comme pasteur, ce qui leur fut accordé. Ricour n'était encore que proposant. Plusieurs pasteurs furent chargés de lui faire passer un examen et de le consacrer avec deux autres candidats, s'ils en étaient jugés dignes.

A celui de 1771 les églises de Lunel et de Bernis furent représentées par le pasteur Théroud et un député laïque. Ce pasteur demande au synode son congé. Sur les instances de l'assemblée il consent à desservir encore un an ces deux églises, à la condition qu'il sera libre et qu'il ne fera que dix assemblées dans la paroisse de Bernis et vingt dans celle de Lunel, qu'il pourra s'absenter quelquefois et qu'il sera aidé par le proposant Julien. Le synode accepta ces conditions comme ces deux communautés protestantes. M. Théroud demanda aussi la permission de résider à Lunel. M. Julien demeura à Bernis et fit vingt réunions dans cette commune et trente à Lunel. Pour leurs traitements Lunel donne 800 livres à Théroud et Bernis 500 livres à Julien.

Au synode de 1772 ces deux églises furent encore représentées par les mêmes pasteurs et par deux laïques. M. Julien demande la permission d'aller continuer ses études au séminaire de Lausanne, ce que le synode lui accorde, à la condition qu'il desservira Lunel jusqu'à ce que le pasteur Genolhac puisse le remplacer. M. Théroud obtient un congé d'un an dans l'espoir qu'il sera chargé l'année suivante du service d'un quartier. Il y fut décidé que les pasteurs Ribot et Raoux desserviraient alternativement les églises de Bernis et de

⁵⁹ Tout ce qui suit concernant les synodes est emprunté aux Synodes du désert d'E. Hugues

Lussan, que M. Raoux ferait les six premiers mois de Bernis et M. Ribot les six derniers.

Au synode du 11 mai 1773 l'église de Bernis fut représentée par M. le pasteur Ribot et par un député. M. E. Gibert, pasteur de Sommières, fut chargé du quartier de Bernis et d'un district voisin. M. Ribot, pasteur de Bernis, et M. Gibert devaient s'entendre pour faire le service de Sommières. Les députés des deux paroisses acceptèrent cet arrangement.

C'est le pasteur Etienne Gibert, avec un député laïque, qui représente l'église de Bernis aux synodes du Bas-Languedoc de 1774 et 1775.

De 1776 à 1779 ce fut le pasteur Raoux qui la représenta. Celui-ci fut chargé par le synode d'aller donner une prédication dans l'église des Vans le dimanche après Pâques de 1777 et reçut 20 livres pour ce service. Au synode de 1778 le consistoire de Bernis ayant demandé qu'on voulut bien prononcer sur la manière dont on devait nommer les députés aux synodes de province, l'assemblée répondit que, conformément à la discipline, c'était à la pluralité des suffrages et à voix basse. "Cette nomination, dit-elle, se fera annuellement en traitant des matières générales.". En conséquence MM. Lombard et Raoux furent désignés pour la Provence. C'est le consistoire de Bernis qui est chargé d'examiner si l'église de Lunel doit quelque chose au pasteur Genolhac et, s'il lui est dû, de le lui faire donner.

Les synodes nommant un comité depuis quelques années, Raoux en fait partie comme jeune pasteur en même temps que Rabaut père, Vincent Père, P. Rabaut fils et Fromental. M. Raoux dut faire le service de Dions et La Calmette pendant les quinze derniers jours de janvier 1780.

De 1780 à 1793 les protestants de Bernis et d'Uchaud furent représentés par le pasteur Raoux et un député. Bernis payait aisément les taxes que le synode lui avait imposées. On ne voit jamais ces assemblées lui rappeler son devoir à ce sujet. En 1780 au contraire le synode reconnaît qu'Uchaud et Bernis se sont acquittés de leur dette alors que d'autres églises étaient en retard. L'une et l'autre, faisant partie du colloque de Marsillargues, avaient à payer leur quote-part de la somme qui était imposée à ce colloque tous les ans pour le traitement des pasteurs et des proposant, pour les frais d'études des étudiants en théologie et pour la pension des veuves des pasteurs. M. Raoux fut chargé par le synode de 1782 de remplacer le pasteur Thérout indisposé le 2 juin dans l'église de Cannes et Vic. Une partie des protestants de Bernis et d'Uchaud formulèrent quelques demandes sur lesquelles le synode ne voulut pas délibérer en 1790. On ne dit pas de quoi il s'agissait. Raoux fut un des sept pasteurs chargés par le synode de 1792 pour faire subir les épreuves au fils aîné de M. le pasteur Bruguier,

candidat au saint-ministère. Le fils de M. Raoux obtint la permission du synode de 1792 de se rendre au séminaire de Lausanne pour y faire ses études théologiques. Dans les actes du synode de 1793 il est appelé le frère Raoux et est nommé secrétaire-adjoint.

Sous le règne de Louis XVI les persécutions cessèrent complètement; mais les lois, les édits, les ordonnances décrétés contre les protestants subsistaient toujours. Par conséquent les non-catholiques ne pouvaient pas exercer un emploi dans l'Etat. C'est sans doute pour ce motif qu'une famille protestante de Bernis fit baptiser son fils dans l'église en février 1778. Ce qui prouve que les parents l'avaient fait baptiser par le curé dans un but intéressé, c'est qu'il fut baptisé le même jour par le pasteur Raoux et que plus tard devenu libre d'agir selon sa conscience il fut un très bon protestant.

En novembre 1783 M. de Saint-Priest rend une ordonnance par laquelle le curé de Bernis a le droit d'assister aux séances de la communauté en qualité de premier délibérant⁶⁰.

⁶⁰ Registre de l'état civil

Le conseil municipal obligé également par l'intendant de payer sous huitaine 25 livres au vicaire de Bernis, qui avait été chassé du conseil illégalement, ne pouvant pas les puiser dans sa caisse vide et ayant fait en vain un emprunt, résolut de sommer les deux plus forts contribuables, deux protestants, messieurs Monbounoux et Granier, de prêter cette somme avec promesse de la leur rendre ainsi que l'intérêt.

En ce temps-là il y avait à Bernis plus de 1200 âmes et, d'après M. Fontayne⁶¹, autant de catholiques que de protestants. Les chefs du parti protestant étaient alors " un nommé Salle et Louis Granier".

En 1784 on voit encore quelques mariages et des baptêmes de protestants célébrés à l'église; mais ils sont rares.

*Depuis la Révocation de l'Edit de Nantes jusqu'à la Révolution les rois et le clergé catholique s'efforcèrent par divers moyens de persécution à faire entrer dans le giron de l'église romaine tous les réformés du royaume. Parmi ces derniers les uns faiblirent et firent bénir leur mariage, baptiser leurs enfants ou enterrer leurs morts par le curé; les autres se passèrent des cérémonies de l'église et restèrent toujours fidèles à leur foi, comme les **Boudou**, les Bounaud, les Fabre, les Granier, les Monbounoux et tant d'autres, qui n'eurent recours aux services de l'église que lorsqu'ils ne purent pas faire autrement; d'autres enfin se marièrent à l'église avec des catholiques et firent élever leurs enfants dans l'église romaine. Ainsi beaucoup furent perdus pour le protestantisme. Peut-être la Révolution permit-elle à un certain nombre de timides de revenir à la foi de leurs ancêtres. En tout cas ceux qui avaient su résister se réjouirent de la victoire qu'ils avaient remportée en forçant leurs compatriotes à respecter leur conscience et leurs croyances religieuses.*

⁶¹ Vie politique du citoyen Fontayne. Manuscrit

LIBERTE RECONQUISE

A la suite de l'édit de 1787, qui permit aux protestants de faire constater leur naissance, leur mariage et leur mort par le curé ou par l'officier de justice, les baptêmes et les mariages bénis au désert furent déclarés, le plus souvent à l'officier. On n'en trouve que quatre constatés par le curé de Bernis dans les registres de l'état civil catholique, en novembre 1788 et en janvier 1789. Catherine Berc, non catholique - la loi ne connaissait pas encore les protestants - vient déclarer au curé que le 27 mars 1762 elle s'est mariée avec Pierre Durand de Bernis, mort en 1784, et que depuis son mariage elle a eu une fille, appelée Marguerite, ce dont le prieur lui donne acte. Marguerite Durand, veuve de Louis Combes, André Vigouroux et sa femme, Pierre Gui, veuf depuis 1779, en font autant. A Aubord M. Prieuret, curé, reçoit en 1790 plusieurs déclarations de mariage de protestants "voulant profiter des avantages de légitimation de la loi en s'y conformant."

En 1789 la Révolution éclate et accorde à tous les français, sans distinction de culte, l'accès aux emplois publics. Pour bien montrer que les protestants devaient être traités comme les autres Rabaut St Etienne, fils du pasteur du désert Paul Rabaut, fut nommé en 1793 président de la Convention.

Le 10 juillet 1790 l'Assemblée nationale ayant rendu un décret par lequel les biens des non catholiques qui se trouvaient encore "entre les mains des fermiers de la régie des biens des religionnaires" devaient être remis à leurs descendants, Jean Granier et Marie Granier, femme de Pierre Combes, réclamèrent les biens de Jean Combes et de ses soeurs Esther et Marguerite, qui s'étaient expatriés, et que la régie louait à Granier-Combes pour 22 livres. Comme ils ne purent pas prouver qu'ils étaient les héritiers légitimes, cette rente fut transférée aux hospices de Nîmes le 1 floréal an X⁶². De même une rente de 36 livres provenant des biens d' Etienne Fontaine fugitif fut livrée aux hospices de Nîmes faute d'héritier direct. Les biens de Jacob Mante, qui avait quitté la France, furent remis à Pierre Granier et à Marguerite Montbounoux le 9 septembre 1791. Les biens de Jean Pépin, qui s'était réfugié à Genève, furent réclamés par sa petite-fille Catherine, habitant alors Nîmes, à laquelle le tribunal les rendit le 11 août 1792. Maurice Roger, mari de Jeanne Granier, obtint du tribunal de Nîmes le 29 février 1792 la main-levée de la saisie des biens des fugitifs Catherine Roux et Dournin Montbounoux. Un avis favorable fut émis le 10 septembre 1793 en faveur de Jean

Fontaine, qui réclamait les biens d' un ancêtre expatrié.

Les protestants ayant obtenu le droit de vote, Louis Granier est nommé procureur de la commune de Bernis en 1790 et plusieurs autres protestants conseillers.

Au début de la Révolution catholiques et réformés vécurent en paix.

Sur la proposition de l'évêque d'Autun, de Talleyrand Périgord, l'Assemblée nationale décréta la vente des biens du clergé pour combler le déficit. Cet ordre fut exécuté partout, à Bernis en particulier. Les catholiques accusèrent les protestants d'être les promoteurs de cette décision. Il y eut lutte entre les uns et les autres à Nîmes.

Les réformés de Bernis, ayant appris que les catholiques des villages voisins étaient allés prêter main forte à ceux de la ville, coururent au secours de leurs frères traqués. Cette lutte eut lieu le 13 juin 1790 et les deux jours suivants. A la suite de cette alerte M. Fontayne, protestant de naissance, mais qui depuis la Révolution pensait que les anciennes religions devaient être abandonnées, conseilla aux deux partis religieux de vivre en bonne intelligence et de défendre en commun leur village contre toute agression possible. Les catholiques armés et guidés par quelques "aristocrates", le maire en tête, ayant refusé de s'unir aux protestants, ceux-ci chargèrent "le citoyen Fontayne" d'aller acheter à St Etienne les armes nécessaires à leur défense. Les catholiques ayant appris plus tard l'arrivée prochaine du charretier, qui portait les fusils, essayèrent vainement de s'en emparer.

En 1794 le 1er mars le même Antoine Fontayne, devenu maire en 1792, propose d'abjurer tout culte afin d'éviter dans l'avenir les horreurs du fanatisme et les maux causés par les religions et de ne se laisser éclairer et guider désormais que par la raison.- Pourquoi confondre ainsi la religion chrétienne et ce qui n'en est que la caricature? pourquoi accuser la religion protestante de maux que le catholicisme seul avait commis et dont il avait eu à souffrir lui-même? Ce n'est pas juste. - Il demande à son conseil, protestant comme lui, et il obtient de dédier l'église au culte de la Raison, après en avoir fait disparaître tous les emblèmes. Les deux cloches furent précipitées du haut du clocher. L'ancienne cloche du temple fut brisée par les catholiques eux-mêmes, réparant ainsi en partie l'acte coupable commis par leurs ancêtres. Elle descendit du clocher où elle n'aurait du jamais monter.

On fit don au gouvernement des morceaux de cloches, des objets d'or et d'argent trouvés dans l'église. Les robes du prêtre et du

⁶² F. Rouvière. Les Religionnaires

pasteur, les chaires des deux prédicateurs, le confessionnal, les livres saints furent brûlés.

Cette même année les curés et les ministres furent obligés d'abdiquer leurs fonctions et de ne reconnaître à l'avenir que le culte de la Raison. Ceux qui signèrent eurent droit à un secours annuel d'après la loi qui avait été faite à ce sujet.

Le 16 prairial an II (4 juin 1794) le représentant du peuple Jean Borie, investi de pouvoirs illimités, rendit l'arrêté suivant contre les prêtres des différentes églises :

"République Française une et indivisible, liberté, égalité ou la mort.

Considérant que toutes les communes du Gard ont renoncé au culte public pour ne plus célébrer à l'avenir que celui de la Raison; qu'elles ont érigé des temples, où tous les citoyens s'assemblent régulièrement les jours de la décade pour offrir leurs vœux à l'auteur de la nature. Que la presque totalité des ci-devant prêtres et ministres protestants y ont accéléré les progrès de la raison, en abdiquant leurs fonctions et renonçant à leur état ... Cependant comme il y a des réfractaires : Tout prêtre ou ministre protestant qui aura exercé dans une commune sera tenu de s'en tenir éloigné à la distance de 20 lieues dans le délai d'une huitaine, à peine d'être réputé suspect et puni comme tel".

Le pasteur Raoux s'était retiré à la fin de 1792. Le registre ayant été arrêté et paraphé par le maire, M. Granier, on n'y écrivit plus rien pendant quelque temps.

Le curé Valette avait émigré en mai ou juin 1794.

Le culte de la Raison lassa bientôt tout le monde et la Convention décréta le culte de l'Être suprême et la croyance à l'immortalité de l'âme.

Pendant ce temps l'église de Bernis servait de grenier public, la sacristie d'école pour l'institutrice et le presbytère de mairie. Plus tard, celle-ci ayant été transférée au château, la municipalité la mit en location.

Un décret du 3 ventôse an III ayant autorisé le libre exercice des cultes en dehors de la voie publique les protestants furent heureux de recommencer leurs assemblées religieuses; les fidèles devaient subvenir à l'entretien de leur propre culte.

En 1802 (le 18 germinal an X) Bonaparte, premier consul, donna à la France une nouvelle organisation des cultes. L'an XI le consistoire d'Aiguevives fut organisé et divisé en trois paroisses : Aiguevives avec Codognan, Vergèze et Mus, Gallargues avec Aubais, et Bernis avec Uchaud, Vestric et Aubord. Bien que le pasteur restât à Uchaud, depuis le décret du 8 germinal an XI Bernis était le chef-lieu de la troisième section de l'église consistoriale d'Aiguevives.

Le recensement de 1814, fait en vertu des ordres du ministre des cultes, donne pour le

consistoire 6985 protestants, pour Bernis 639 et pour Aubord 159.

M. Barbusse resta le pasteur de Bernis sans doute de 1795 au 22 juin 1804, jour où il devint pasteur de Gallargues. Il fut remplacé à Uchaud et Bernis par M. Paul Gachon.

En 1809 la commune de Bernis est autorisée à faire construire un temple. Le 14 avril de la même année le maire de Bernis invite le Conseil presbytéral à venir s'entendre avec lui pour l'emplacement et la construction de cet édifice religieux. Le conseil charge M. le pasteur Gachon et messieurs Etienne Mantes et Pierre Granier de le représenter. On décide de ne pas lui donner plus de 30 mètres de long sur dix de large. Il est commencé en 1811. On a utilisé les pierres qui se trouvaient dans les fondements de l'ancien temple.

En août 1815, après l'abdication de Napoléon, 400 catholiques venus de Bouillargues, Garon, Milhaud, etc... se présentèrent à Bernis sous le nom de miquelets et sommèrent le maire de leur livrer les armes de la commune, ce qu'il fut obligé de faire, et de leur donner 4000 francs. Le maire, M. Bounaud, réunit son conseil pour délibérer à ce sujet. Les catholiques se contentèrent de 500 francs, voyant qu'on ne pouvait pas leur donner davantage. Pendant que quelques-uns gardaient le maire, d'autres se mirent à piller et à voler le linge et argent pour une valeur de 7 à 8000 francs dans les maisons protestantes seulement. De là ils allèrent à Aubord en faire autant.

Pendant trois ans le temple resta dans le même état avec ses murs hauts de 5 mètres environ. Comme les fonds manquaient et qu'on ne pouvait pas continuer les travaux les ouvriers murèrent la porte principale et l'une des portes latérales. La troisième fut fermée avec des planches réunies l'une à l'autre par des traverses, comme on fait généralement en pareil cas.

Un soir quelqu'un porta du chaume au pied de cette porte en bois et vers onze heures y mit le feu. L'adjoint au maire, M. Vérot, fait connaître ce fait à M. le Préfet en l'assurant qu'on fera tout son possible pour découvrir le coupable et le faire punir d'un acte qui ne doit pas être "présenté comme un crime", car ce n'était encore qu'une porte provisoire, mais cependant comme "un délit répréhensible". On soupçonne, mais on ne trouve pas le coupable.

En 1821 le temple est fini. Comme il était peu solide l'architecte demande au conseil municipal d'y ajouter deux contreforts et de nommer des experts pour ne pas trop rétrécir du côté nord.

M. le pasteur Paul Gachon meurt le 19 mai 1821. Il avait exercé son ministère pendant dix-sept ans. Il fut vivement regretté par ses paroissiens.

M. Henri Laget lui succéda en octobre jusqu'au 21 décembre 1877.

M. César Maurin y remplit les fonctions pastorales du 3 novembre 1878 au mois d'avril 1892.

En 1821 on demanda au préfet que la section d' Uchaud fut appelée section de Bernis, car la loi de germinal désigne Bernis et non Uchaud pour chef-lieu de la paroisse, ce qui fut accordé.

A la suite de l'engagement pris par les habitants de Bernis et l'architecte de construire un temple pour les réformés, le 24 juin 1825 la Cour royale les condamne à consolider cet édifice religieux . Le préfet annonce au maire de Bernis qu'une somme de 4000 francs a été accordée par le gouvernement pour l'achèvement du temple. Le

maire communique cette nouvelle au consistoire qui répond qu'il faudrait 2000 francs de plus pour le finir.

En 1826 les protestants firent une souscription entre eux qui produisit cette somme. Le 5 mai 1827 les 4000 fr. sont entièrement payés par le percepteur et le temple achevé. De 1830 à 1833 le consistoire d'Aiguevives reçoit du gouvernement 5000 fr. pour les temples de ses différentes églises. Sur cette somme 700 fr. furent attribués à celui de Bernis.

En 1854 le temple mal construit nécessita de nouvelles réparations, évaluées à la somme de 7201 fr. 30 c. qui, avec les intérêts de neuf ans, permit de faire pour 9087 fr. de réparations.

D'autres sommes encore ont été dépensées pour le restaurer, notamment en 1902.

EPILOGUE

Cette histoire s'arrête à l'année 1821; si j'ai cité quelques faits postérieurs à cette date, c'est seulement pour raconter les diverses péripéties de la construction et des réparations du temple. Quant à l'histoire contemporaine de cette église réformée, elle se trouve dans les registres. Il sera facile à l'historien qui voudra s'en charger, d'y puiser les renseignements nécessaires. J'ai cru devoir m'en abstenir, ces faits étant trop rapprochés de nous et connus de tous les habitants de Bernis.

C'est le passé de l'histoire de l'église réformée de Bernis que nous venons de faire revivre en partie. Le passé instruit les hommes qui veulent prendre la peine de le connaître. Il n'était donc pas inutile de le rappeler à nos tièdes contemporains. Le passé offre à notre esprit le mal comme le bien, l'indifférence et le zèle, le bonheur et le malheur. La connaissance du passé doit inspirer aux hommes leurs devoirs pour l'avenir. Les protestants du XXe siècle seront-ils dignes de

leurs pères? Sauront-ils faire des sacrifices pour leur foi, pour Dieu par conséquent? Se conduiront-ils en héros à leur tour, en héros luttant continuellement contre l'erreur, l'injustice et le mal? Dieu seul le sait. L'avenir le dira.

N'oublions pas que nous possédons la vérité qui régénère, que nous ne devons pas en jouir d'une manière égoïste, que nous devons la répandre dans toute la société; n'oublions pas que le vrai chrétien est celui dont la foi est active, dont la foi se communique aux autres et inspire de nobles et nombreuses oeuvres; n'oublions pas que Dieu veut le progrès dans l'humanité comme le perfectionnement dans l'individu, que pour lui être agréable il faut devenir plus éclairé, meilleur, inspirer à nos semblables de nobles sentiments et de belles paroles.

Protestants de Bernis, puisse la lecture de ce travail historique, en vous rappelant les actes de vos ancêtres, vous amener à faire votre devoir dans la société actuelle!

Albert Atger

Index : Amphoux 10 - Boudou 12, 13, 15, 16; 19 - Brouillet 5, 9, 13, 15